



GALA AVEC LÉO FERRÉ — 25 MAI — 21 h — BESANÇON

T2137-445-6,00 F

ISSN 0026-9433

le monde
libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 445 JEUDI 20 MAI 1982 6,00 F

LE CHANGEMENT DANS LES BANQUES



FOP.2520

PARIS

Le groupe Eugène Varlin organise une conférence-débat sur le thème : *Le pouvoir bureaucratique dans les pays de l'Est*, avec des participants soviétique, roumain, bulgare, polonais..., le vendredi 11 juin à 20 heures, dans la grande salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, Paris 15^e, métro Boucicaut.

PARIS

Le groupe libertaire du Marais de la FA, la Ligue des droits de l'homme Paris-Centre et le Mouvement anti-apartheid organisent un film-débat sur l'apartheid le 10 juin à 20 heures au 66, boulevard Saint-Michel. Participation aux frais : 15 francs.

MARSEILLE

Le groupe de Marseille organise le jeudi 27 mai 1982 à la Maison pour Tous, 66, rue de l'Évêché, 13002 Marseille, une projection du montage audiovisuel *Espagne 36*, à 20 heures précises.

COMMUNIQUÉS

• Le groupe Région toulonnaise envisage d'organiser un départ groupé en car au départ de Toulon via Marseille, pour le rassemblement de Golfech (29 et 30 mai). Inscription : 160 francs (avant le 23 mai) à la permanence.

• Le groupe Région toulonnaise de la FA et le groupe de Toulon de la Libre Pensée assurent la tenue d'un stand (table de presse) le samedi 22 et le dimanche 23 mai à la fête départementale laïque à Hyères.

• Nous vous annonçons le changement de la liaison de Pont St-Maxence en groupe FA. Le nom du groupe est « Cercle d'action de propagande et d'études libertaires ».

• Nous vous annonçons la création d'une liaison à Lamorlaye (Chantilly). Toute personne intéressée par la création d'un groupe peut écrire aux RI qui transmettront.

ROCHEFORT

Le 11 juin 1982, le groupe Michel Bakounine organise une réunion-débat sur le thème : *Agriculture, écologie, socialisme libertaire*, à la Maison des Syndicats, salle n° 2, 37, rue Pujos, Rochefort.

COMMUNIQUÉS

• La liaison d'Aix-en-Provence de la FA assure :

- une vente du ML le jeudi à la fac de lettres ;
- le samedi au marché des pêcheurs en tenant une table de presse.

• Des individuels FA de Brunoy, Corbeil et Yerres, regroupés par affinité, viennent de constituer un cercle de réflexion anarchiste dans le but d'étudier les divers aspects de l'anarchisme et d'apporter une réponse libertaire aux problèmes soulevés par l'actualité. Pour tout contact : écrire aux RI qui transmettront.

• Une liaison libertaire s'est constituée sur la fac de Nanterre. Toute personne intéressée peut écrire aux RI qui transmettront.

• Les libertaires intéressés par la propagation des idées anarchistes et la création de groupes de la FA dans le secteur géographique Nîmes, Arles, Avignon peuvent prendre contact avec la liaison du Gard, par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

• Jusqu'au 30 mai : certains numéros de la revue *La Rue*, éditée par le groupe Louise Michel sont en vente à la librairie Publico, 145, rue Amelot, Paris 11^e, au prix promotionnel de 6 F le numéro et de 25 F les cinq numéros. Il s'agit des numéros 7, 8, 9, 11, 12, 13, 16, 17, 19, 21. Frais d'envoi : 20% de la commande. Le n° 31 du premier trimestre 1982 est en vente au prix de 25 F.

• Une liaison est en création à Notron, en Dordogne. Les personnes intéressées peuvent écrire aux RI qui transmettront.

• Le groupe libertaire du Marais (4^e arrondissement de Paris) tient ses ventes hebdomadaires le jeudi au métro Saint-Paul, de 12 h 30 à 14 h et de 18 h à 19 h 30, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à l'angle de la rue Mouffetard et de l'arbalète.

• Les personnes désirant développer l'anarchisme dans la Drôme peuvent prendre contact avec les Relations Intérieures de la Fédération anarchiste, 145, rue Amelot, Paris 11^e, qui transmettront.

• Vous habitez la Charente-Maritime. Vous voulez changer les choses et la vie, tout de suite, ici et maintenant. Prenez contact avec le groupe Michel Bakounine, BP 284, 17312 Rochefort Cedex, tél. : (46) 47.67.39.

Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'invendus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore : abonnez-vous !

Rédaction-Administration
145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication
Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse



GALA DU GROUPE PROUDHON DE LA FEDERATION ANARCHISTE

A BESANCON
LE 25 MAI AVEC
LEO FERRE
AU LUX
21H

BILLETS EN VENTE
A BESANCON :
au "Plaisir solitaire"
rue Claude Pouillet
au Disque nozaur
à la librairie des sandales
d'Empedocle

F.A. Paris 145 rue Amelot 75011
F.A. Besancon C.E.S.L. B.P. 121 25014 cedex

Le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste organise à Besançon, le mardi 25 mai, un gala de soutien à son mensuel *Drapeau noir*, le seul journal de contre-information qui existe sur la ville et qui vit actuellement grâce à des militants. Mais pour qu'il continue à vivre, il lui faut votre soutien (envois d'articles, abonnements, et, dans l'immédiat, en venant applaudir Léo Ferré qui a eu la gentillesse de répondre à notre invitation).

Volonté anarchiste n° 18 est parue

Luttes paysannes en Grèce après les Colonels, par Périclès Kyriacopoulos. Prix : 15 F. En vente à Publico.

Abonnement 8 n° : 110 F. Abonnement de soutien : 180 F. On peut faire comprendre dans son abonnement des numéros déjà parus.

CCP : 21 600 42 C Paris, à adresser au groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony.

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 14 à 15 h à Publico 145, rue Amelot, Paris 11^e

Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 à 20 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. : 74.41.58

Sommaire

PAGE 2	Activités des groupes FA	Les enjeux du congrès de Metz
PAGE 3	En bref	PAGE 7
PAGE 4	Lalonde, modéré ou libertaire ?	Quel avenir pour les objecteurs ?
Editorial	Le charme discret du changement	Femmes et travail
PAGE 4	Grève à « Antoinette »	PAGE 8
Grand rassemblement au Bourget	Ca va barder	Malouines
Interdit de se syndiquer...	PAGE 5	Carter fait ami-ami
PAGE 5	La Société générale	France-Pologne
Vers une diminution de l'emploi...	PAGE 6	PAGE 9
PAGE 6	Que sortira-t-il du congrès CFDT ?	Informations Internationales
		PAGE 10
		Nicaragua...
		PAGE 11
		Livres, spectacles...
		PAGE 12
		Le pouvoir socialiste contre les travailleurs

Fête annuelle du groupe d'Amiens

La fête annuelle du groupe d'Amiens de la Fédération anarchiste aura lieu les 26 et 27 juin au parc du château de Montières, à Amiens. Toute personne intéressée pour y participer (musiciens, chanteurs, groupes de théâtre) sont invités à nous contacter dans les meilleurs délais, BP 7, 80330 Longueau.

Groupe d'Amiens

Permanences des groupes F.A.

Groupe Michel Bakounine : permanence tous les vendredis de 20 h à 21 h, Maison des Syndicats, salle n° 2, 37, rue Pujos, 17300 Rochefort.

Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au centre d'étude et de culture libertaire, cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.

Groupe d'Evreux : permanence les derniers samedis de chaque mois, de 14 h 30 à 16 h, Maison des Associations, salle n° 3 (derrière la mairie d'Evreux), 27 000 Evreux.

Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.

Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupe du 11^e : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germain c/o BP 7, 80330 Longueau.

Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les lundis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.

Groupe « Soleil noir » de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15^e), métro Boucicaut, tous les jeudis de 19 à 20 h.

Groupe « les temps nouveaux » de Brest : permanence le 3^e samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Croach, rue du professeur Chrétien.

Groupe Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois — 74.26.02.

Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlioux (tél. (23) 80.17.09).

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20^e. Permanences les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.

Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis de 16 à 21 h et les samedis de 14 à 19 h.

Groupe d'Aubenas : de 9 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, le dernier samedi de chaque mois, au cours de la tenue de la table de presse.

Permanences FA et GAEL : le vendredi à 20 h 30, bat. 5, salle 3, Place Guilboud, à Caen. Un vendredi sur deux, table de presse au RU B, Campus.

Groupe Louise Michel : 10, rue Robert Planquette, 75018 Paris, métro Blanche ou Abbesses. Il tient des permanences chaque jeudi de 18 h 30 à 20 h.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, Paris 11^e (M^o République) — tél. : 805.34.08.

en bref...en bref... Lalonde, modéré et libertaire ?

• Nous vous rappelons que le numéro 5 d'Infos et analyses libertaires est paru. Ce journal est édité par le groupe FA de Béziers, le groupe anarcho-syndicaliste de Perpignan et le Syndicat autogestionnaire des paysans. Le numéro est vendu 3 francs, avec possibilité d'abonnement : 1 an (5 numéros) : 15 F + frais d'envois ; abonnement militant : 25 F + frais d'envoi ; abonnement de soutien : 50 F + frais d'envois. Les frais d'envois s'élèvent à 10 francs pour 5 numéros. Ecrire : CES, BP 4030, 34325 Béziers Cedex.

• Depuis janvier 79, Rolf Dobberrin, originaire de RDA et physicien au CNRS, est en prison sous l'inculpation d'intelligence avec les agents d'une puissance étrangère. On lui reproche d'avoir gardé des contacts avec un agent de la Sécurité de la RDA, de lui avoir transmis des prétrages d'articles scientifiques. (qui sont du domaine public) et d'avoir fréquenté des chercheurs susceptibles d'avoir accès à des documents classifiés. Pour informer l'opinion sur cette affaire, un groupe de scientifiques du laboratoire de physique théorique d'Orsay soutient ce physicien.

• La librairie « La tête en bas » et le cinéma « Les 400 coups » organisent à Angers le premier festival de la science-fiction et du fantastique, jusqu'au 25 mai 82. Des rencontres avec : R. Laloux, R. Topor, J. Solé, J.-M. Ligny... auront lieu. Des projections de films : *La Planète sauvage*, *Soleil vert*, *La Planète des singes*. Pour tout renseignement : La tête en bas, 17, rue des Poëliers, Angers, tél. 88.93.58.

• Dans la nuit du 23 au 24 avril 82, à Rennes, dans une centaine d'abris de bus Decaux, des affiches publicitaires ont été subtilisées et remplacées par d'autres qui représentent deux gardiens de la paix disant : « Papiers s'il vous plaît... ou je tire ». Cette action visait à dénoncer la banalisation des contrôles d'identité et la pratique systématique de la répression. Au cours de cette action organisée par la « Fraction libertaire d'intervention communale », quatre personnes ont été gardées à vue durant deux heures. Depuis, la société Decaux a porté plainte contre X pour dégradation de matériel, et quatre personnes ont été convoquées par la police...

S.O.S.

Après 30 jours de grève de la faim de René Bour, le tribunal de Metz a rejeté la requête de son avocat Maître Jean-Jacques de Félice demandant pour son client le bénéfice de la loi d'amnistie. Le tribunal estime que des attentats contre des édifices publics (casernes, gendarmerie, musée de la guerre de Gravelottes) pouvaient être assimilés à des actes de droit commun, leur refusant contre toute raison un caractère politique. Maître de Félice a adressé un recours en Grâce auprès de Mitterrand. Le comité de défense de Bour joint à cette demande son appel pressant avant qu'une issue fatale fasse de lui un nouveau Bobby Sands.

Pour tout soutien, secrétaire du comité : Maurice Laisant, 5, rue Paul Déroulède, Asnières.

DANS une interview accordée au journal *Le Matin* et publiée dans son numéro du 6 mai 1982, Brice Lalonde expose un certain nombre de ses positions qu'il présente comme relevant d'un courant modéré et libertaire. Si je ne conteste pas le caractère modéré du courant écologiste dont Brice Lalonde se réclame, j'en conteste par contre le prétendu caractère libertaire. Le financement par la publicité des radios libres, l'initiative référendaire et le scrutin proportionnel n'ont jamais été des revendications libertaires, bien au contraire. D'ailleurs, notre radio, Radio-Libertaire, entend bien, par souci d'indépendance et donc pour être vraiment libre, de passer de publicité. Quant au scrutin proportionnel et à l'initiative référendaire, faut-il une fois de plus rappeler que les anarchistes se sont toujours abstenus de participer à ce truquage mis en place par la bourgeoisie qu'est le parlementarisme. Enfin, ne pas réclamer l'arrêt de la production de sous-marins nucléaires tant qu'une autre défense opérationnelle n'aura pas été mise en place : voilà qui est aux antipodes des positions libertaires.

Les anarchistes ont toujours été pour la suppression pure et simple de toutes les armées et ont toujours refusé d'être sacrifiés à la défense nationale, à la patrie. Sachant très bien que sur les champs de bataille on ne meurt pas pour la liberté, mais pour permettre au capitalisme de se refaire une santé. Alors, si monsieur Brice Lalonde entend être raisonnable en ce qui concerne le nucléaire militaire, chacun comprendra qu'il s'agit là d'une manœuvre de politicien voulant ménager une partie de ses électeurs potentiels. C'est, me semble-t-il, la seule explication que l'on peut donner de cette contradiction de taille qu'est le fait de s'opposer aux stockages de déchets nucléaires en raison de la menace qu'ils font peser sur l'équilibre écologique et donc sur la vie des générations à venir, et d'autre part, ne pas être trop inquiet du danger que font planer sur nous tous, à l'heure actuelle, les sous-marins nucléaires. Mais il est vrai que tous les bons politiciards se sont toujours beaucoup plus préoccupés du bonheur de nos petits enfants et arrière-petits enfants que du nôtre. Il est vrai que celui-ci exige des mesures révolutionnaires immédiates tel le désarmement unilatéral.

Jean-Luc LAROCHE

Le charme discret du changement

Le mercredi 5 mai 1982 à 21 heures, le groupe Michel Bakounine de la Fédération anarchiste devait tenir une réunion publique sur le thème *Contraception masculine, révolution sexuelle, révolution sociale* à la Maison municipale des jeunes de La Rochelle. La salle avait été retenue un mois et demi à l'avance par notre groupe qui avait à cette occasion décliné son identité anarchiste. Des affiches avaient été tirées puis collées sur les murs de La Rochelle. Des tracts avaient été tirés et distribués. Une interview d'une demi-heure à Radio-La Rochelle (92 MHz) de deux militants du groupe avait été réalisée... Bref, tout ce qu'il était humainement possible de faire pour annoncer cette réunion à la population avait été fait. Et pourtant cette réunion n'a pas pu avoir lieu à la Maison municipale des jeunes !

Le mardi 4 mai, en effet, dans le flash d'informations qui suivit notre passage à la radio, un communiqué était lu par les journalistes annonçant l'annulation de cette réunion. Inutile de dire que la stupeur se lut sur nos visages quand nous entendîmes ce communiqué qui émanait de la Maison municipale des jeunes. Sur le champ, nous nous rendîmes donc à la Maison municipale des jeunes pour demander des « éclaircissements » sur ce communiqué. Un des « responsables », gêné comme pas possible, nous expliqua alors que notre réunion était contraire à l'article 2 de leurs statuts. Cet article stipule qu'une organisation politique ne peut tenir de réunions publiques dans une salle de la Maison des jeunes. Ce droit est réservé aux associations. Ce brave homme nous expliqua également qu'il avait cher-

ché « désespérément » à nous rejoindre le mardi 4 mai après-midi pour nous en informer, mais que même s'il avait pu nous rejoindre cela n'aurait rien changé à la décision qu'il avait prise (la veille de notre réunion publique, donc) de faire passer à la radio et dans la presse locale annonçant l'annulation de cette réunion. Enfin, et ceci explique sans aucun doute cela, il nous raconta que dans l'après-midi la police était entrée en contact avec lui pour lui demander des informations sur nous et comment on lui avait fait comprendre que, n'est-ce pas, si les anarchistes faisaient une réunion publique à la Maison municipale des jeunes, eh bien il pourrait s'ensuire un certain nombre de conséquences...

En clair, la Maison municipale des jeunes de La Rochelle a subi des pressions policières et a cédé à ces pressions. L'argument des statuts est en effet du genre foireux. D'une part, quand nous avons retenu cette salle, nous nous sommes présentés comme le groupe Michel Bakounine de la Fédération anarchiste et on ne nous a nullement refusé la salle en arguant notre « appartenance » à une organisation politique. Et puis même si ce détail avait échappé aux responsables de la Maison municipale des jeunes, il aurait été possible de nous en informer à de multiples occasions. Nous sommes passés de multiples fois à la Maison municipale des jeunes et notamment le mardi 4 mai au matin.

Ce matin-là, d'ailleurs, on nous a encore confirmé que ça « marchait » pour le lendemain soir. Et en fin d'après-midi, à 24 heures de notre réunion, ça ne marchait plus. Entre-temps, la police était passée par là !

ÉDITORIAL

DEPUIS le jeudi 13 mai, les quatre projets de loi du ministre du Travail, Jean Auroux, ont été examinés à l'Assemblée nationale. Ils portent sur les « nouveaux droits des travailleurs », c'est-à-dire les conflits du travail, les libertés des travailleurs, le développement des institutions représentatives du personnel, les comités d'hygiène. Parallèlement à ces discussions, les conflits sociaux justement s'intensifient, d'ailleurs occultés dans les médias par l'actualité internationale (Pologne, Malouines). Deux de ces grèves sont intéressantes à mettre en parallèle. Il s'agit de celle des usines Citröen et du conflit de la Société générale.

Citröen, fief d'un patronat paternaliste, aidé de nerfs musclés (CSL) n'avait pas connu de grèves depuis 68. Aujourd'hui, les usines d'Aulnay, d'Asnières, de Levallois sont paralysées et les négociations auront du mal à aboutir. Si cette grève est une bonne claque pour la direction de Citröen, l'offensive de la CGT n'y est certainement pas dénuée d'arrière-pensées puisqu'elle a perdu les élections de délégués du personnel à Renault-Flins (un de ses fiefs traditionnels).

Les grévistes de la Société générale réclament, eux, la promotion automatique au lieu de l'avancement à la tête du client tel qu'il se pratique actuellement. Reçue le 13 mai par un conseiller de Delors, une délégation d'employés s'est vue répondre que la direction de la banque avait au moins en ce qui concerne les augmentations salariales fait plus que ce que le ministère avait recommandé. Cette réponse illustre bien le fossé qui sépare les bonnes intentions parlementaires de la réalité du travail.

Après un an de pouvoir socialiste, où l'on pouvait croire les travailleurs touchés par l'état de grâce, les conflits évoqués qui se soldent par des grèves dures mettent le doigt sur les limites du pouvoir actuel et renvoient dos à dos le patronat privé et l'État patron.



Radio-Libertaire

(Radio de la FA émettant sur Paris et Proche région)

Tous les jours, sur 89,5 MHz

Pour essayer de trouver une solution, nous précisions alors que notre groupe avait une existence associative (association déclarée au *Journal officiel*) et que par conséquent le problème de l'article 2 des statuts se résolvait de lui-même. A cela il nous fut répondu que cela ne pouvait pas « marcher » car sur nos affiches, tracts... nous nous annoncions également comme partie prenante de la Fédération anarchiste. Bref, la mauvaise foi était évidente.

A 24 heures de notre réunion publique, on nous annonçait froidement qu'on nous refusait la salle retenue depuis un mois et demi, et par le biais de la radio et de la presse locale on en avertissait la population. Un véritable coup de poignard !

Face à cette situation, nous hésitâmes un instant. Gifler l'impudent. Tenir la réunion de force... cela nous dérangeait sérieusement. Mais qu'auraient pensé les Rochelais d'une telle attitude ? Et puis pouvions-nous prendre le risque d'être perçus comme des troubles, alors que notre stratégie vise au contraire à être perçus comme des gens radicaux certes, mais également sérieux et déterminés en tous cas à faire entrer l'anarchisme et ses propositions dans la tête de l'homme de la rue ? Bref, pour une première apparition sur La Rochelle, l'action directe nous aurait fait plus de mal que de bien. Nous nous décidâmes donc, en quelques heures, d'essayer de trouver une autre salle. Nous la trouvâmes et fîmes de notre mieux pour la faire savoir. La réunion du groupe Michel Bakounine eut donc lieu. Elle se déroula très bien. Merci. Malgré les pressions policières et le lâchage de la Maison municipale des jeunes, une

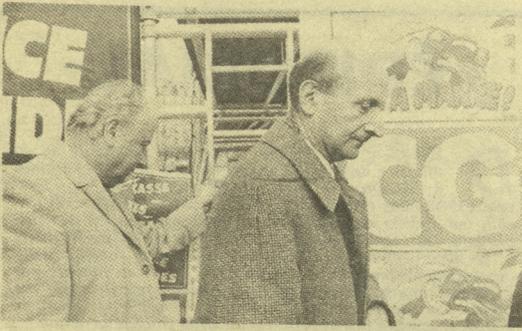
trentaine de personnes se déplacèrent.

Cela étant, nous n'avons pas pour autant digéré le coup de pied au cul qui nous a été administré par une ficaille hargneuse et par une administration frioleuse. Nous saurons profiter de la leçon.

Pour l'heure, nous nous ferons naturellement un plaisir d'étaler cette petite histoire au grand jour de l'opinion publique. Pour éclairer la lanterne des imbéciles qui pensent que les flics de gauche c'est pas pareil que les flics de droite ! Pour expliquer la mine d'un soi-disant changement qui a eu lieu il y a un an ! Pour dénoncer la continuité de la période actuelle des atteintes à la liberté d'expression dès lors que cette liberté d'expression concerne les révolutionnaires que nous sommes ! Pour démasquer les marchands d'illusions qui sont au pouvoir aujourd'hui ! Pour affirmer encore plus fort notre haine de tous les pouvoirs et notre volonté de mettre les tripes du Vieux Monde à l'air, de notre espoir en une société sans classes, sans Etat et sans privilège d'aucune sorte ! Une société où entre autres la liberté d'expression sera une réalité et non pas un mot vide de sens comme aujourd'hui.

A bientôt, donc, pour de nouvelles aventures. On a essayé d'empêcher le groupe Michel Bakounine de tenir une réunion publique le 5 mai à La Rochelle, dans la bonne ville du camarade ministre Michel Crépeau. Le groupe Michel Bakounine a quand même pu s'exprimer. Et si on lui refuse le droit de s'exprimer... il le prendra.

Groupe Michel Bakounine



GRÈVE À « ANTOINETTE »

L'ORDRE règne-t-il rue Edouard-Pailleron ?, serait-on tenté de dire après les différents agissements du bureau confédéral de la CGT dans la normalisation du journal *Antoinette*.

C'est en effet en face de l'EXCES et à deux pas des Buttes Chaumont qu'a lieu, au siège du mensuel féminin de la CGT, une grève, suite à des licenciements abusifs. Ceux de Chantal Rogerat, rédactrice en chef, et de Simone Aubert, administratrice et directrice de publication.

A propos de cette grève, le bureau confédéral de la CGT a fait la déclaration suivante : « Le bureau confédéral de la CGT rappelle que tous les journaux confédéraux sont la propriété de l'organisation. Ils sont placés, en vertu des statuts, sans sous la responsabilité du bureau confédéral élu pour appliquer les orientations des congrès, conduire les activités confédérales de la CGT et diriger les organismes et moyens d'expression qui relèvent de son autorité (...) ».

En bref, si quelque chose ne plaît pas à Krazucki, il peut trancher et remettre dans la ligne.

Mais en fait, dans le cas d'*Antoinette*, il semblerait que Krazucki lui-même n'est plus dans le droit chemin... Fondé il y a 26 ans, le mensuel féminin de la CGT s'était donné pour tâche de « donner aux femmes des éléments de réflexion sur les atteintes à leur dignité et à leur liberté dans tous les domaines de la vie, au travail et hors du travail ». Ce qui est du rôle positif de tout syndicat, on doit le reconnaître, même si on n'est pas d'accord avec ses orientations.

L'équipe d'*Antoinette* se situait dans « l'ouverture démocratique » du 40^e congrès de la CGT, celle qui, dans les limites de l'officine de la rue Lafayette, voulait une CGT ouverte à tous, c'est-à-dire qui reconnaissait implicitement qu'il n'y avait pas que des communistes dans la confédération...

Les journalistes d'*Antoinette* en grève pour la réintégration de Chantal Rogerat et Simone Aubert posent leurs revendications en tant que syndicalistes (SNS CGT) (1). Elles refusent que les problèmes soient résolus de manière autoritaire et administrative ; elles appellent au 41^e congrès pour donner toute sa place à ce problème essentiel

pour les travailleurs aujourd'hui (ouverture immédiate d'un réel débat dans toutes les organisations de la CGT) ; elles condamnent le non-respect du droit de grève (confection du numéro de juin par des journalistes extérieurs à l'équipe, ce qui est en pleine contradiction avec le programme d'action soumis au 41^e congrès) ; elles demandent la réintégration de Chantal Rogerat et Simone Aubert, le maintien de l'équipe actuelle et le retour à des conditions de travail normales.

Simple conflit interne à l'appareil de la CGT ou lutte de tendances ? La réponse n'est pas simple à donner. La nouvelle équipe confédérale, Krazucki en tête, veut mener rondement l'affaire et ce qui ne va pas dans son sens va contre !

Antoinette, conçu pour que la CGT prenne en compte le problème des femmes, a voulu prendre ses affaires en main, mais le bureau confédéral veut tout contrôler...

Il a dû s'en passer de belles questions internes : Madeleine Colin, directrice d'*Antoinette* de 1955 à 1975, se solidarisant avec les grévistes, termine sa lettre au bureau confédéral par ceci : « J'ai trop travaillé tout au long de ma vie de militante à faire prendre en compte la cause des femmes par les syndicats de la CGT, organisation de classe et de masse, pour ne pas me sentir aujourd'hui totalement solidaire sur ce point — au-delà des positions politiques de chacune — des camarades d'*Antoinette*, et pour ne pas condamner les conditions peu honorables pour le bureau confédéral dans lesquelles s'est déroulée l'opération de leur éviction. Je n'avais jamais connu cela à la CGT et je pensais n'avoir jamais à le connaître. »

Krazucki and Co ont dû vraiment serrer les boulons à fond. L'autoritarisme de la direction de la CGT aurait-elle fait des camarades d'*Antoinette* des dissidents malgré elles ? La question reste posée... Le 41^e congrès de la CGT qui se veut super démocratique laisse mal augurer du droit à la différence dans une confédération qui se dit ouverte à tous.

Jean-Pierre GERMAIN

(1) Pour mémoire, rappelons que les journalistes licenciés de l'*Huma* n'étaient pas syndiqués... A « *Antoinette* », on pose les problèmes sur le plan ouvriers/patrons !

Grand rassemblement au Bourget

ENTRE 200 000 et 300 000 personnes se sont retrouvées au Bourget. Le PS, le PC, la LCR, le PCI, le Mouvement des radicaux de gauche, la CGT, la CFDT, FO, la Ligue des droits de l'homme, l'Union rationaliste, la Libre Pensée et l'UNEF ont appelé à ce rassemblement. Henry, Ralite, Mauroy, Le Pors, Savary, etc., représentaient le gouvernement. Tout le monde était présent, mais l'ambiance ne se prêtait nullement à une commémoration de la victoire socialiste du 10 mai.

Les discours de Savary et de Mauroy étaient très attendus par une salle impatiente.

« ... cette bataille, nous la mènerons avec la modération qui est inséparable de sa nature même, et avec le respect infini pour les sentiments, les convictions et les fidélités de chacun », dixit Savary.

« La liberté de l'enseignement demeurera. Oui, il y a et il y aura plusieurs écoles dans la République ». Mauroy.

Ces discours ont été très mal accueillis par une salle désireuse de voir abrogées les lois antilaïques et se mettre en place un grand service public d'éducation. Les reculs gouvernementaux, le caractère de fête et non de lutte donné à cette journée par la CNAL annoncent un compromis direct avec l'Église et les patrons. Les négociations en cours au ministère de l'Éducation nationale, les propos tenus par Mauroy et Savary sont parfaitement clairs : il n'est pas question de nationaliser l'enseignement privé. On se contente, dans les sphères socialistes, de voir un budget alloué à l'enseignement privé avancé moins rapidement que celui de l'Éducation nationale. Voulant maintenir un cap laïc et radical républicain, les représentants gouvernementaux et les élus de gauche avancent du bout des



Jules Ferry

lèvres une nationalisation prochaine dans cinq ou six ans.

Que cela soit au Bourget ou dans des meetings locaux organisés par le PS sur l'école, les salles réagissent fort mal à ces propositions. Le 10 mai n'a pas fondamentalement transformé l'école (effectifs, locaux, contenu des enseignements) ; l'état de grâce se termine, le PS se trouve au pied du mur.

Le rassemblement du 9 mai n'a pas été un soutien à la politique gouvernementale sur le dossier laïc et école. Il s'agit maintenant de ne pas enterrer le problème jusqu'au prochain centenaire, mais bien de le faire prendre en compte par l'ensemble des travailleurs : élèves, parents et enseignants.

Thyde ROSELL

ÇA VA BARDER !

LES camarades trotskystes du PCI se désolent. Ils voulaient un gouvernement « ouvrier », sans ministres bourgeois. Selon le matérialisme historique et dialectique, les ministres « ouvriers » sont des gens qui ont obligatoirement la carte du PC ou du PS. Exemple : Delors, Defferre, Rocard, sont des ministres ouvriers. Ça saute aux yeux.

Hélas ! Il y a dans ce gouvernement des ministres bourgeois. Et même de grands bourgeois comme Jobert. Donc, ça ne peut pas marcher et, selon le PCI : « le cours suivi depuis le 10 mai 1981 est, précisément, la cause essentielle de l'échec aux cantonales. Poursuivre ce cours entraîne au niveau gouvernemental stagnation, reculs, malentendus, conflits, frictions ».

Un spectacle qui navre les révolutionnaires. (Remarque, en passant que s'il y a reculé, il n'y a pas stagnation, faudrait savoir...)

Auparavant, le PCI préconisait la manifestation de masse devant le Palais Bourbon, façon à lui de faire la révolution. Cette fois, il sort une arme redoutable : il fait signer une lettre ouverte à Mitterrand, Jospin et Marchais. Sûr que ça va les impressionner.

Retenons notre souffle : le cours de l'histoire va changer de direction. Cette lettre ouverte n'est pas une histoire de timbrés...

BASSON

Interdit de se syndiquer à la NAM

LE patron de la NAM (Nouvelle Atlantique Marée), une entreprise de négoce du poisson dans le 15^e arrondissement de Paris, est un patron très « vieille France » : il est le seul maître à bord ! Les quelques lois sociales, il ne veut pas en entendre parler, la loi, c'est lui ! Il a créé son entreprise, donc il en est propriétaire, y compris des salariés qui y travaillent ! D'ailleurs, n'a-t-il pas fait installer un système de caméras pour fliquer son personnel ?

Les travailleurs de la NAM, presque tous portugais, en ont ras-le-bol.

Mardi 4 mai, ils ont déclenché une grève, avec occupation du lieu de travail jour et nuit, blocage des camions, etc. Ils exigent de pouvoir se constituer en syndicat et d'élire des délégués du personnel. Ils ont tous choisi la CFDT. Or, jamais le patron n'a toléré la moindre tentative d'organisation des travailleurs dans sa boîte ! Ils revendiquent également la réintégration d'un de leurs camarades licencié pour fait de grève, l'arrêt immédiat des menaces de licenciement, la titularisation des travailleurs à contrat déterminé, le paiement des heures supplémentaires (hé oui, jamais le taulier n'a « accepté » de payer les heures supplémentaires à des gars qui font parfois 54 heures par semaine !), et enfin la régularisation des fiches de paye.

Mercredi 11 mai, les flics ont évacué les grévistes. Quelques heures après, profitant de leur conférence de presse, les gars ont réoccupé les locaux sous le nez du patron qui, cette fois, a craqué ! C'est trop pour lui, le pauvre. Bien qu'il se refuse encore à toute négociation, les gars semblent tenir le bon bout. La solidarité paye.

Affaire à suivre, donc...

Groupe Lingg-Pinelli



CONTESTATION À LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

COMME vous le savez, la Société générale, cette boîte à fric, connaît actuellement, parmi son personnel, un vaste mouvement de contestation. Les employés réclament essentiellement qu'un minimum à l'ancienneté leur soit garanti, un renforcement des effectifs, la retraite à 55 ans, les 35 heures... et c'est normal, tout le chapelet de revendications correspondant aux promesses de Mitterrand and Co.

Mais en ces jours où une bonne partie de l'électorat naïf et traditionnel de la gauche est en train de réaliser que son bulletin de vote est tout le symbole de son exploitation par les pouvoirs du gouvernement et d'entreprises, les employés des nationalisées font les frais de leur crédulité.

Après un an de régime socialo-communiste, les travailleurs, qui ne voient décidément rien venir, se mobilisent pour réclamer le droit de mieux vivre. Les ténors de la rose au poing et ceux de la faucille et du marteau s'enferment dans les compromis vaseux avec le patronat, et les syndicats ne pipent pas mot. Tous sont complices pour présenter la facture de l'échec capitaliste aux travailleurs.

Les entreprises nationalisées, pensait-on, auraient montré le chemin. D'aucuns espéraient qu'elles auraient été à l'avant-garde du « changement », du progrès social tant attendu. Chère mère.

A Renault-Flins comme à la Société générale, les travailleurs, pour une bonne part, ont été étonnés de devoir encore descendre dans la rue pour faire entendre leurs justes revendications. Les directions des nationalisées, aujourd'hui, sont à vrai dire les mêmes que celles d'hier. Elles défendent avec autant (sinon plus) de hargne les intérêts qui leur sont confiés par le pouvoir politique... lui-même ligoté pieds et poings liés par les détenteurs du pouvoir économique, c'est-à-dire les patrons. Ils n'ont pas hésité à user du chantage à la liberté du travail (Renault-Flins) et à la mobilisation outrancière des forces de l'ordre les 29 et 30 avril à la Société générale. En vain. Les CRS ont expulsé le 2 mai des employés qui occupaient deux immeubles de la SG. Le 30 avril, ils n'avaient pas hésité à investir en pleine nuit le standard du siège lui aussi occupé et à tout saccager, n'omettant pas de relever les noms des grévistes. Ceux-ci ont, depuis, reçu une lettre de révocation où il leur est reproché vols et recels puisqu'ils retenaient, dans les locaux de la SG, du courrier revenant à celle-ci comprenant notamment des valeurs.

A la Société générale, on tire donc dans le dos des employés en grève : refus de négocier sérieusement ; diffusion massive de messages internes visant à discréditer le mouvement aux yeux des non-grévistes ; mobilisation des flics la nuit ; manipulation de l'information : FR3 notamment agit exactement comme si ses articles étaient écrits

par nos patrons. A2 et TF1 sont pratiquement muets, les radios informées se taisent, les journaux sont également complices.

Le pouvoir (la direction) ne pourrait pas avoir cette attitude si les grévistes étaient vraiment unis et normalement représentés dans les négociations. Les syndicats accaparent le mouvement à leur profit. Les grévistes non syndiqués, même s'ils s'avèrent les plus combattifs, sont absents des tables de négociations. Quand on sait toute la compromission des syndicats avec le pouvoir d'aujourd'hui, suprême patron des nationalisées, on comprend mieux qu'aucune avancée réelle puisse voir le jour.

Aujourd'hui, la lutte des employés de Renault a dû cesser sans qu'ils aient obtenu une véritable victoire. Les employés de la Société générale se heurtent à la police, aux patrons

réactionnaires mandatés par les socialistes, à l'incohérence des syndicats. Leur mouvement risque de s'éffriter d'un moment à l'autre.

Devant cette coalition sans précédent pour étouffer la voix des travailleurs et des employés des entreprises, il nous revient, à nous anarchistes, de nous faire entendre sur nos lieux de travail. Il est urgent que, partout où nous nous trouvons à la tâche, nous nous regroupions au maximum pour être plus efficaces, pour nous faire entendre, pour proposer l'alternance qui est la nôtre et qui, la preuve est faite, est devenue la seule possible.

Pour tous soutiens et contacts, écrire à Publico qui transmettra.

Un compagnon de la Société générale



Vers une diminution de l'emploi dans les banques ?

AUJOURD'HUI, le maintien de l'emploi dans le tertiaire, dans la profession bancaire notamment, et au CIC en particulier, est menacé. Le patronat, tirant les leçons des grandes grèves qui secouèrent successivement banques, PTT, assurances il y a quelques années (7 semaines de grève au CIC en 1974), accélère la mise en place de procédures et de technologies nouvelles, et même avec acharnement et détermination une nouvelle politique de personnel visant à réduire ses coûts. Jusqu'à présent, cette politique ne rencontre pas de résistance réelle, et cette situation est alarmante car nous allons vers une réduction des avantages acquis, des salaires et des possibilités d'évolution de carrières, des effectifs. Conditions de travail et de salaires provoquent un mécontentement réel qui s'est exprimé par des conflits locaux (Pools dactylo, fichier central, compensation générale, par exemple, ou encore à la Société générale ces jours-ci). Même lorsque cette réalité quotidienne ne s'exprime pas par des grèves, nos patrons n'ignorent pas le « ras-le-bol » rampant qui règne chez une grande partie du personnel, et c'est pour cela qu'il convient d'étudier la stratégie patronale, ses conséquences et les moyens à employer pour la contrer.

DIVISER POUR RÉGNER

A la division du travail s'ajoutent les multiples divisions hiérarchiques : deux catégories d'employés (A et B), de multiples catégories de grades entraînant un écart considérable entre les plus démunis et les mieux pourvus, ceci provoquant de multiples conflits de personnes et des relations hiérarchiques plus ou moins supportables selon les secteurs. Ceci est complété par d'autres divisions plus ou moins bien définies entre « administratifs » à l'image souvent péjorative, et « exploitants, commerciaux, etc. ». Enfin, récemment, nos employeurs viennent de renforcer les divisions d'horaires : application diversifiée de la réduction symbolique des « 39 heures » et horaires variables. Ces dernières dispositions méritent d'être examinées de près. La réduction du temps de travail et les horaires variables s'appuient sur une aspiration largement partagée par le personnel pour trouver ailleurs que dans son activité professionnelle de légitimes sources d'épanouissement (vie familiale, loisirs, sport, activités culturelles diverses et vie associative). Alors le patronat répond à sa façon en individualisant le temps de travail tout en caressant le rêve d'étendre la plage horaire de production (Ah ! si le CIC pouvait tourner 24 heures sur 24).

La gestion individuelle de son temps de travail n'est pas actuellement compatible avec les nécessités de service. Déjà dans plusieurs succursales et services, la hiérarchie contraint les membres du personnel à reporter ce type de congés. De même, alors que les mères de famille ne sont pas tenues de venir travailler lors des demi-journées/veilles de fêtes (enfants jusqu'à 12 ans), certaines d'entre elles ne peuvent jamais jouir de cette disposition.

DIVISER TOUJOURS PLUS

C'est la règle de notre direction qui a multiplié ces dernières années les statuts nouveaux (RMP, CC en succursale par exemple), le recours à la sous-traitance de travaux faits auparavant par des agents du CIC, et la filiation créant des entreprises CIC ne bénéficiant pas des mêmes conditions sociales (CREDINTRANS et INFOMAT entre autres). De même, elle agit avec un relatif succès pour empêcher toute expression et communication libre des salariés de l'entreprise, dénonciation de l'accord sur le droit syndical, chasse à toute expression libre et participation implicite à certaines activités de deux sections syndicales animées par des cadres conservateurs. De même, des militants du RPR, des giscardiens et des sympathisants de ces courants

— et nous précisons que c'est leur droit, même si nous ne partageons pas leurs opinions — ont pu faire circuler une pétition contre la nationalisation sur les lieux et pendant les horaires de travail sans encourir la moindre sanction, alors que d'autres sont systématiquement punis (blâmes, avertissements, retenues de salaires, mises à pied, poursuites devant les tribunaux, tracasseries policières, etc.). C'est dans ces conditions que s'est créée la CFTC, le SNB ne réussissant pas à « pénétrer » suffisamment les collègues employés et gradés. La CFTC, au contraire du SNB, peut regrouper plus facilement des employés « français et partisans de la doctrine sociale chrétienne ». Enfin, pour accentuer les divisions, la direction du personnel travaille à la mise en place du temps partiel à l'intention notamment des femmes, afin de les rendre davantage dépendantes des hommes. Ainsi, une femme qui ne totaliserait pas un certain minimum d'heures cotiserait à la Sécurité sociale tout en étant contrainte de dépendre d'un mari pour bénéficier des prestations... Ce qui permet aussi de camoufler au passage la part majoritaire des femmes au chômage, tout en excluant un peu plus de certains avantages sociaux les femmes célibataires, séparées, divorcées ou ayant opté pour l'union libre.

UNE NOUVELLE ARME PATRONALE : LES « GROUPES DE PROGRÈS »

« Bon nombre de salariés souhaitent prendre une part active à l'organisation de leur travail quotidien. Le personnel doit pouvoir se situer par rapport au fonctionnement de son service et, plus globalement, à la marche du CIC. Le personnel a des idées concrètes et des préoccupations quotidiennes d'amélioration, mais n'a pas toujours l'occasion de les exprimer. Une réponse possible, les Groupes de progrès », proclame une brochure récente élaborée par le Service-formation sur instructions de la direction du personnel. C'est la version CIC des Cercles de qualité que le patronat français a importé du Japon. Cette opération, décidée avant la nationalisation et maintenue, doit s'étendre à l'ensemble du CIC dès 1983, et ces jours-ci, M. Hovine doit présenter ce projet à l'AFB, les autres banquiers étant intéressés. L'affaire est grave, car cette action est liée à celles évoquées plus haut. Il faut que vous sachiez que dans ces groupes, si les employés choisissent les questions à aborder et les solutions à apporter, c'est toujours la hiérarchie, le chef de division, qui décidera si le thème et les solutions proposés peuvent être retenus, quand elle n'imposera pas elle-même à des « volontaires désignés d'office » ses vues. En effet, l'autoritarisme existe au CIC, et l'arrivisme aussi, hélas !

NOTRE AVENIR EST EN JEU. PRÉPARONS-NOUS À L'ACTION

L'introduction des technologies informatique, bureautique, robotique, accompagnées de ces méthodes de gestion du personnel, aboutissent à la suppression d'emplois. La régression des effectifs dans les banques est commencée. Déjà, dans plusieurs secteurs, les besoins en effectifs ne sont pas satisfaits, car on attend l'informatique et le traitement de textes qui supprimeront de nombreux postes d'employés. De plus, en haut lieu, les cadres sont jugés trop nombreux, les garanties de points transcrites dans l'accord d'entreprise jugées trop généreuses, et la promotion interne, tout comme le pouvoir d'achat, sont menacés. Rien n'est perdu si une large fraction du personnel s'organise pour lutter afin de mettre le progrès technologique à son service, et non l'inverse, en arrachant d'importantes diminutions du temps de travail (les 35 heures) sans perte de salaire et l'augmentation des effectifs nécessaires. Agissons avant que nos emplois et nos conditions sociales soient compromis.

D.R.

QUE SORTIRA-T-IL DU CONGRÈS CFDT ?

UN congrès confédéral d'une organisation syndicale devrait être un temps fort car de lui découleront les orientations pour trois ans. Il devrait être le reflet des analyses et des besoins de l'ensemble des adhérents et sa préparation devrait être prise en charge par l'ensemble.

Le 39^e congrès de la CFDT se déroulera fin mai 1982. Que sortira-t-il du congrès de Metz ? Brest 1979 n'étant pas d'un bon présage !

Des adhérents loin des structures

Sur l'avant-projet de résolution, « Notre politique d'action pour les trois ans à venir », 148 syndicats sur 300 environ ont fait parvenir des amendements, dont 82 syndicats du secteur public et nationalisé et 42 syndicats de la région parisienne. En outre, il serait illusoire de penser que nombre d'adhérents aient collaboré à la rédaction des dires amendements. Pourquoi si peu de participation aux structures syndicales ? De nombreux adhérents prennent un carton syndical comme on prend un contrat d'assurance ; certains militants profitent d'un droit syndical qui les libère de leur poste de travail et leur donne, à l'intérieur de l'entreprise, un certain pouvoir ; d'autres, enfin, qui se délectent ou qui se laissent engluer dans la gestion d'une dotation de comité d'entreprise. Tous ceux-là sont, a priori, perdus pour la réflexion d'un syndicalisme adapté aux besoins de la lutte. Restent les autres sur qui retombe la charge à la fois de lutter contre le patronat et mettre en place des structures syndicales qui correspondent à leurs besoins et dans lesquelles ils pourront se faire entendre.

De l'autogestion au centralisme

Dans les années 70, la CFDT avait une image attirante, avec son gros titre : Autogestion. Certes, chacun mettait ce qu'il voulait derrière ce mot, mais on se disait qu'il devait faire bon militer dans un syndicat qui fatalement aurait des structures à l'image de son enseigne. Piège de la publicité mensongère : les struc-

tures sont aussi lourdes à porter que partout ailleurs. N'importe qui ne prend pas des responsabilités, il faut pour cela être dans la ligne de la confédération, surtout depuis la vague de recentrage de 1978. Peu de « gauchistes » passent à travers les mailles du filet ; ils sont d'ailleurs repérés, catalogués, étiquetés et en voie de disparition imminente et totale. A quelques exceptions près, les rouages des niveaux de propagande et de décisions sont bien pris en main.

La démocratie : c'est un vocable beaucoup employé à la CFDT, mais qui reste un mot abstrait. En effet, quel nom donner à l'attitude du bureau national à propos de la signature donnée en juillet 81 à l'accord cadre de la réduction du temps de travail, alors qu'après consultation des fédérations et unions régionales, la majorité se trouvait entre les abstentionnistes et les opposants ? Que dire de la position du bureau national qui, sous le fallacieux prétexte que les temps ont changé, réussit à faire admettre à bon nombre de syndicats et de militants qu'il faut maintenant adopter le principe d'une compensation salariale non intégrale en cas de réduction du temps de travail, alors que la majorité des militants se sont accrochés au slogan des belles années : 35 heures sans perte de salaire. Rappelons qu'avant le congrès de Brest, en mai 79, Maire avait lancé dans les médias l'idée d'une compensation partielle et s'était fait remettre en place au congrès par un vote massif contre. Mais Maire s'assoit tranquillement sur les décisions de congrès sans autre forme de débat.

Des militants muselés

On ne peut pas dire que les débats soient absents à la CFDT, mais il est tout à fait regrettable qu'ils aient lieu après que les militants soient informés par voie de presse ou radio des nouvelles positions de leur confédération. Maire et Cherèque ne sont pas innocents au point de croire que leurs prises de positions qu'ils répandent dans les médias ne seront perçues que comme étant leur expression propre ; ils savent qu'ils en-

gagent toute la CFDT. Or, rien n'est plus démoralisant pour un militant qui s'active sur le terrain que de voir ses efforts et sa réflexion sanctionnés un beau matin par un discours d'une tête d'affiche. De la fonction naît le pouvoir, ce n'est pas à nous anarchistes qu'il faut l'apprendre ! Comment peut-on espérer, à partir de telles pratiques, que les militants, et à fortiori les adhérents, se sentent concernés par des structures ?

La CFDT réclame, à juste titre, l'expression des travailleurs dans l'entreprise ; beaucoup de militants en sont encore à attendre le droit d'expression dans leur organisation.

Comme les autres organisations, la CFDT a oublié que le syndicat ne doit être qu'un outil, le mieux adapté possible, pour combattre le patronat et vaincre le capitalisme en toute indépendance politique, outil qui sert aux travailleurs à s'organiser eux-mêmes et non pas à se faire organiser par des ex-travailleurs devenus permanents dont les mandats les plus courts sont de neuf ans (trois ans pour apprendre, trois ans pour produire, trois ans pour passer la main). Redonner aux instances leur vraie valeur et non pas laisser aux instances exécutives (bureaux, secrétariats) le pouvoir de décision et d'orientation, donner lors des congrès des mandats précis et veiller à leur exécution, c'est-à-dire privilégier l'individu à l'organisation : c'est ce que de nombreux militants revendiquent aujourd'hui à l'intérieur de la CFDT. Redéfinir les objectifs de la CFDT, élaborer des revendications qui soient le reflet réel des aspirations des travailleurs par un changement profond de la société dans une optique autogestionnaire : c'est le souhait de nombreux militants de la CFDT. Les militants ne se reconnaissent plus dans ce syndicalisme de clientèle imposé par la direction de la CFDT. Ils se sentent de plus en plus coincés dans une organisation qui les musèle au profit d'une seule expression, celle du recentrage.

A.D.

A QUOI peut bien servir un congrès confédéral de la CFDT ? On pourrait logiquement penser qu'il s'agit de débattre largement de toutes les orientations qui vont engager l'organisation dans une direction déterminée pendant trois ans. Des débats, il y en aura à Metz ? Mais ils seront parfaitement cadrés, afin d'éviter que des questions brûlantes soient abordées et tranchées par un vote. L'objectif du bureau national était à l'évidence d'empêcher qu'une minorité puisse « se compter » sur un texte ou un amendement. On peut dire qu'il y est parvenu.

Le prix à payer est évidemment de n'accepter le débat que sur des oppositions mineures, et qui plus est en choisissant les amendements au contenu le plus faible possible.

Où sont nos 35 heures ?

Un exemple type consiste à rejeter tous les amendements déposés par des syndicats animés de toute évidence par des militants de la LCR et réclamant une loi sur les 35 heures, et à accepter de débattre sur un amendement parlant lui aussi de « réduction légale », mais conservant l'expression « Vers les 35 heures » qui suppose une démarche différente. Ainsi, ceux qui voteront sur tel amendement pourront venir d'horizons politiques très divers.

Pour les anarcho-syndicalistes, il n'est bien sûr pas question d'accepter l'idée d'une action législative, pas plus dans ce domaine que dans un autre. Il n'est pas question non plus d'accepter de parler de compensation salariale à partir d'un certain niveau de salaires, car une telle démarche suppose que l'on renonce pour l'instant à toute revendication salariale.

Nouvelles solidarités...

C'est justement tout le sens du thème cher à Edmond Maire que sont les « nouvelles solidarités » qui signifient traiter certaines catégories de travailleurs, qui ont acquis des droits supérieurs à tous les autres, de privilégiés, et leur demander par conséquent d'accepter de serrer la ceinture pour rendre

possible l'augmentation des plus bas salaires et la résorption du chômage. Raymond Barre, en son temps, n'avait pas fait mieux !

Pour nous, la solidarité (et ce n'est pas nouveau !) doit d'abord signifier que ceux qui sont en avance donnent un coup de main aux autres pour rattraper leur retard. Cela peut prendre de multiples formes, mais il ne

peut s'agir que d'aligner les différentes conditions sociales vers le mieux-être, et non de gérer la répartition de la misère.

Aucun amendement n'a bien sûr été retenu sur le paragraphe qui affirme : « Le patronat n'est pas le seul obstacle au changement. D'autres résistances sont à vaincre. Elles sont le fait de ceux qui, salariés ou non, n'acceptent les changements que dans la mesure où leur propre situation n'est pas mise en cause et se refusent à tout effort de solidarité. »

Qui est visé, à votre avis ? Les commerçants, les professions libérales, les agriculteurs ? Sûrement, mais aussi les fonction-

naires et certaines professions du privé bénéficiant d'un bon niveau de vie !

Indépendance : vous avez dit « convergences » ?

L'indépendance de la CFDT vis-à-vis du pouvoir, en dépit de quelques déclarations de principe, est également un enjeu important du congrès. Le débat portera sur le texte suivant :

un gouvernement de gauche qu'avec un gouvernement de droite, qu'il faut adopter une stratégie syndicale en fonction de ces nouvelles données, mais il ne faut pas cacher la réalité. On commence par de vagues convergences et on finit en courtoise de transmission !

Si l'on accepte de parler de la sorte, il faut voir que cela signifie renoncer à agir sur le

terrain, et notamment par la grève, contre ce gouvernement. Il ne faudrait pas non plus oublier de dire que le bilan positif d'un an de gouvernement socialiste reste plutôt maigre pour les travailleurs, comme en témoignent les nombreuses luttes qui se sont menées au début de l'année sur le thème de la réduction du temps de travail, et dernièrement sur le problème des salaires. La CFDT, dans de nombreux cas, n'en était pas absente pourtant.

bonne part, l'avenir du mouvement social en France dans les prochaines années.

Quelle unité d'action ?

Un autre tournant important également est constitué par le thème de l'unité d'action. Le congrès devra choisir entre deux conceptions opposées. La première considère que l'unité d'action doit être recherchée avec toutes les organisations syndicales (CGT, FO, FEN, mais aussi CFTC et CGC !). La seconde réclame que l'unité d'action soit recherchée exclusivement « sur la base d'un syndicalisme de classe et de masse », considérant que la CGT doit par conséquent rester un « partenaire privilégié ».

Force est de constater que si la première conception est celle de la direction confédérale, la seconde a les faveurs des militants de base qui veulent pousser l'action syndicale en refusant le recentrage de la CFDT, ce fameux recentrage qui avait justifié, de part et d'autre, la rupture de l'unité d'action avec la CGT.

Il est certain que la CGT représente toujours la plus forte capacité de mobilisation sociale, la simple comparaison des chiffres de manifestants enregistrés dans les différents défilés du 1^{er} Mai suffit à donner une idée de cette réalité. C'est donc bien avec elle qu'il faut envisager toute possibilité d'action syndicale revendicative, même si cela ne fait pas plaisir à tout le monde. Il serait par contre dangereux de placer sur un pied d'égalité une organisation ouvrière comme la CGT et des groupements largement infiltrés par les militants des partis de droite comme la CFTC et la CGC.

C'est aussi, malgré toutes les réticences qui existent aujourd'hui dans les appareils, cette unité CGT-CFDT qui a le plus de chances de se refaire, parce qu'elle est largement souhaitée à la base par les travailleurs qui se souviennent d'une époque moins morose.

Alain SAUVAGE

(Suite de l'article dans le prochain numéro).

Les enjeux du congrès de Metz...



peut s'agir que d'aligner les différentes conditions sociales vers le mieux-être, et non de gérer la répartition de la misère.

Aucun amendement n'a bien sûr été retenu sur le paragraphe qui affirme : « Le patronat n'est pas le seul obstacle au changement. D'autres résistances sont à vaincre. Elles sont le fait de ceux qui, salariés ou non, n'acceptent les changements que dans la mesure où leur propre situation n'est pas mise en cause et se refusent à tout effort de solidarité. »

Qui est visé, à votre avis ? Les commerçants, les professions libérales, les agriculteurs ? Sûrement, mais aussi les fonction-

naires et certaines professions du privé bénéficiant d'un bon niveau de vie !

L'enjeu est de taille, puisqu'il s'agit de savoir si la CFDT va se contenter d'être le petit diabolot qui aiguillonne de temps à autre le pouvoir socialiste, mais qui se tient résolument dans son ombre. Soyons clairs ! Nous voulons bien admettre que la CFDT n'agit pas de la même manière avec

un gouvernement de gauche qu'avec un gouvernement de droite, qu'il faut adopter une stratégie syndicale en fonction de ces nouvelles données, mais il ne faut pas cacher la réalité. On commence par de vagues convergences et on finit en courtoise de transmission !

Si l'on accepte de parler de la sorte, il faut voir que cela signifie renoncer à agir sur le terrain, et notamment par la grève, contre ce gouvernement. Il ne faudrait pas non plus oublier de dire que le bilan positif d'un an de gouvernement socialiste reste plutôt maigre pour les travailleurs, comme en témoignent les nombreuses luttes qui se sont menées au début de l'année sur le thème de la réduction du temps de travail, et dernièrement sur le problème des salaires. La CFDT, dans de nombreux cas, n'en était pas absente pourtant.



Quel avenir pour les objecteurs ?

COMME cela était indiqué dans les propositions électorales de François Mitterrand, le nouveau gouvernement socialiste va s'attacher à transformer la loi concernant l'objection de conscience. A cet effet, Joinet, membre du cabinet civil de Mauroy (encore un ex-PSU passé dans les rangs de nos gouvernements), a été chargé de réunir une commission consultative ayant pour mission de discuter la future loi. Cette commission a d'ores et déjà à son actif plusieurs réunions auxquelles ont participé entre autres : le Service civil international (SCI), le Mouvement pour une alternative non-violente (MAN), l'Union pacifiste de France (UPF), la Ligue des droits de l'homme, plusieurs organisations pacifistes ou organisations d'objecteurs (MOC, MIR, SOC, coordination OP20, etc.), mais aussi des militaires et des représentants des Eglises catholique et protestante.

Bref, un véritable panier à crabs ! Il est d'ailleurs à noter que cette commission s'est créée suite à l'intervention auprès de Mauroy du président de l'Eglise protestante.

Comme on le voit donc, une grande partie du « mouvement antimilitariste » sombre dans la collaboration de classes la plus naïve et irresponsable pour certains, la plus malhonnête pour d'autres ! Cela n'est pas pour nous surprendre, car ce mouvement que l'on voudrait souvent nous présenter comme un tout à peu près homogène regroupe en fait des composantes qui poursuivent des buts incompatibles : militants libertaires et curés, par exemple.

Les raisons pour lesquelles nous condamnons sans appel la participation à cette commission sont nombreuses : tout d'abord, il est particulièrement choquant que ces organisations aient accepté la discussion avec le pouvoir alors qu'une centaine de personnes restent emprisonnées pour leurs idées antimilitaristes ; alors aussi qu'aucune garantie n'a été apportée par le gouvernement concernant les objecteurs en situation irrégulière (désertion ou insoumission au service civil) ; l'amnistie, en effet, pourtant présentée comme large, ne les libérant nullement des obligations du service national.

Ne revenons pas sur la composition de cette commission. On peut tout de même se de-

mander à quel titre, par exemple, est présent M. Hau, représentant du cardinal de Paris ? Proclamons d'ailleurs avec force qu'aucune organisation ou personnalité ne peut se prévaloir de représenter le mouvement objecteur. Personne n'a reçu de mandat de qui que ce soit !

Ainsi, lorsque J.-M. Muller (MAN) déclare : « ...l'objection ce n'est pas celui qui ne veut pas servir, c'est celui qui veut servir autrement... L'objecteur travaille à une défense mais à une autre... » ! Or, le MAN sait parfaitement que de nombreux objecteurs ne sont pas non violents et refusent l'idée de tout service civil... Rappelons à ce sujet que depuis le décret de Brégançon, rédigé par Pompidou en 72, véritable règlement para-militaire privant les objecteurs, pourtant civils, des droits les plus élémentaires du citoyen, plus de la moitié des objecteurs sont ou insoumis, ou déserteurs au service civil. Muller agit donc de la façon la plus malhonnête qui soit !

La participation à cette commission est grave, car elle servira de caution à la répression socialiste qui tôt ou tard finira par tomber. L'Etat ne sera que plus fort pour nous isoler : « Pensez, cette loi qu'ils refusent aujourd'hui, nous l'avons faite ensemble... » ! Les socialistes agissant avec ruse y trouveront la justification à leur politique répressive. Déjà, on a vu Joinet se réjouir sur le fait que les objecteurs étaient représentés.

Servira également de justification la manœuvre du gouvernement tendant à faire une distinction nette entre « bons antimilitaristes » acceptant un service civil et les autres, les « mauvais », mi-débiles, mi-délinquants qu'il conviendra de criminaliser.

Ainsi, comme le déclare un représentant de la Commission juridictionnelle (commission chargée jusqu'ici d'accorder ou non le statut d'objecteur dans l'arbitraire le plus complet) : « ... Si l'on fait une typologie des demandeurs : ceux qui veulent une autre défense et à qui nous accordons généralement le statut, les antimilitaristes, les objecteurs politiques et enfin ceux qui rejettent toute discipline, qui ont rejeté la famille, l'école... ». Il est navrant de voir certains « antimilitaristes » abonder en ce sens en déclarant comme Muller toujours : « ... une grande partie veut participer à la défense non violente... » ; et les autres, alors ?

Comme il est grave aussi de laisser se développer l'idée que la négociation puisse permettre d'avancer ; qu'à la limite, il est à peine utile de développer la lutte. C'est vouloir nous faire croire au Père Noël : comme si les privilégiés renonceraient d'eux-mêmes à leurs privilèges de classes.

Pour nous anarchistes, la négociation doit être l'aboutissement des luttes et n'intervient que lorsqu'un rapport favorable a été créé. Il est donc faux de se référer à Louis Lecoin, comme le fait l'UPF, en déclarant que celui-ci aussi avait accepté de négocier avec le pouvoir... oui, cela est vrai, mais à une différence près, et de taille : après avoir sensibilisé l'opinion publique et mis le pouvoir au pied du mur par une grève de la faim qui mit sa vie même en danger.

Il faut pourtant avoir des œillères bien épaisses pour conserver quelques illusions sur ce nouveau pouvoir politique (et même pour en avoir eu quelques-unes).

Rappelons entre autres les déclarations du sieur Henu sur la symbiose armée-jeunesse, la décision de construire un septième sous-marin atomique, etc. Quant à cette commission même, il faut être bien naïf pour ne pas être conscient qu'elle n'est que consultative, le gouvernement ne retiendra finalement que ce qui l'arrange et les militaires veillent au grain.

Ou alors, on se contente de vouloir, comme une certaine « coordination des objecteurs », semer le doute dans la tête de deux ou trois militants socialistes... De toute évidence, là n'est pas notre combat ! Nous savons, nous, que si changement il doit y avoir, il ne peut être décidé d'en haut, mais ce seront les travailleurs qui en seront les acteurs ! Nous n'avons donc pas de temps à perdre à l'intérieur de ces commissions fantoches ; la place des militants de la Fédération anarchiste étant d'organiser la lutte à la base.

J'aurai l'occasion d'exposer dans le prochain *Monde libertaire* les différentes propositions avancées par les participants à cette commission, ce qui nous permettra de tirer un bilan de l'état de l'antimilitarisme un an après l'élection de Mitterrand et donc de faire tomber certains masques.

Jean-Michel
(liaison de Noyon)

QUELQUES PROPOS SUR FEMMES ET TRAVAIL

Je te remercie Seigneur de ne m'avoir pas fait naître femme.

VINGT siècles de culture judéo-chrétienne, réadaptée à la sauce freudienne ou sociobiologique ont profondément accru en nous une série de préjugés et d'a priori dont le seul but est de fortifier — sinon justifier — la domination d'un sexe sur l'autre. Mon propos n'est pas de faire un copieux traité féministe, mais de m'attacher plus modestement au rapport femmes/travail. Une réflexion qui semble nécessaire alors qu'il y a quelques temps se sont tenues — justement — des « Assises femmes et travail », desquelles est sortie une longue liste de revendications.

Quel travail ?

Depuis toujours gardiennes du foyer, les femmes se heurtent à l'incompréhension d'une société qui estime que leur travail ne peut être que marginal et, en aucun cas, un véritable droit. D'ailleurs pendant longtemps, la presque totalité des travailleuses furent cantonnées à des postes proches des secteurs domestiques : textile notamment. A partir des années 30, l'activité des femmes va surtout se développer dans le secteur tertiaire appelé à une croissance rapide. Concentrées dans des « branches féminines », s'usant à un travail déqualifié, fait du sexisme ambiant qui perpétue mythes et autres foutaises sur les aptitudes et les inaptitudes des femmes, celles-ci vont y rester bloquées, que ce soit au niveau des qualifications comme des responsabilités.

En 1979, 70% des femmes gagnent moins de 4 500 francs par mois. Alors que le salaire net moyen d'un homme était de 32 860 francs, celui d'une femme plafonnait péniblement à 22 463 francs.

L'offensive

Avec la crise et son corollaire, le chômage, le pouvoir giscardien, en même temps qu'il renvoyait par charrettes entières les immigrés dans leur pays d'origine, a tenté de renvoyer les femmes aux fourneaux. A la limite, il acceptait de les occuper à des tâches de seconde catégorie compatibles avec le travail partiel. Il s'agissait d'une part de réduire le nombre des chômeurs hommes et certainement aussi de contrer les campagnes que des groupes femmes de quartiers et d'entreprises menaient depuis 1975, contre le chômage féminin, et donc le droit au travail, voire le partage des tâches domestiques.

L'année 1980 marque l'apogée de cette offensive contre les femmes : c'est le sénateur Caillavet qui propose une indemnisation du congé parental d'éducation, cest la campagne gouvernementale en faveur du troisième enfant (prime de 10 000 francs... ça rappelle les 10 000 francs de Stoléru pour les immigrés !), les statistiques ayant montré que le pourcentage des femmes qui conservent leur emploi après une troisième naissance est infime. Enfin, ce fut le projet de loi sur le travail à temps partiel qui n'aurait été ni plus ni moins que la légalisation de toutes les discriminations. Les postes réservés au temps partiel étaient en effet des postes sans qualification, sans responsabilité. D'autre part, en faisant l'amalgame du temps partiel et du temps de loisirs, le pouvoir récupérait habilement l'aspiration de tous à être moins attaché à l'atelier ou au bureau, étant entendu que pour les femmes le temps qui n'était pas consacré à un travail directement productif devait être à des tâches maternelles et domestiques. Un livre-vedette de Sylviane Collange viendra à point nommé vanter les mérites du torchage de bébé.

Sous ce régime honni, tous les syndicats s'étaient vertueusement indignés de ces mesures sexistes. Mitterrand lui-même, au cours de sa campagne électorale, avait fustigé le travail partiel qui « remettrait en cause le droit au travail des femmes ». Depuis le 10 mai, comme en beaucoup d'autres domaines, les syndicats ont oublié le problème, agissent eux-mêmes comme nos exploiters d'antan (cf. le conflit à Antoinette, journal féminin de la CGT). Pire, le plan Mauroy, qui n'est qu'un vulgaire plan Barre à la mode socialiste, prévoit d'encourager ces mesures. Elles seront même étendues puisqu'il envisage d'ouvrir les grandes surfaces le dimanche et peut-être également certains services publics.

A cause de cette vaste offensive, inspirée par les milieux patronaux, les femmes sont les premières touchées par la crise : taux de chômage supérieur à celui des hommes, travail souvent répétitif, précaire, discrimination à l'embauche, dans le salaire, pour la formation et la promotion.

Et ce ne semble pas être la dame Roudy, dirigeant un fantôme ministère du « Droit des femmes », qui pourra être capable de réaliser un semblant d'égalité entre hommes et femmes. Un ministre-potiche qui joue le même rôle que les cocottes qui pullulaient sous la Troisième République : jeter de la poudre aux yeux.

Ben
(Groupe FA d'Amiens)



MALOUINES

Nationalisme, fanatisme, pétrole...

F AUT-IL le répéter : une armée n'est jamais dissuasive. Instrument indispensable du système étatique, son recours, en cas de crise grave, règle les problèmes internes d'un pays et permet une redistribution des capitaux.

Le conflit des Malouines est présenté comme une bataille navale pour un caillou perdu dans les mers du Sud. On tait soigneusement les raisons qui ont amené deux gouvernements à entamer cette guerre.

L'économie de l'Angleterre, impliquée dans le système capitaliste international, repose sur l'énergie. De gros investissements lui ont permis une relative indépendance — les gisements pétroliers de la mer du Nord couvrent les besoins anglais. Mais si l'exportation n'est pas envisageable, elle est souhaitée puisqu'elle replacerait la Grande-Bretagne parmi les grandes puissances (puissance et profit). L'économie argentine repose sur les mêmes critères, mais ses gisements pétroliers ne couvrent que 90% de ses besoins. Alors la clé de cette guerre est-elle encore une fois le pétrole ? Les compagnies Exxon (américaine) et CFP (française) ont réalisé des forages au large des Malouines, révélant la présence d'hydrocarbures.

En mars, Mobil dépose un permis de recherche sur un territoire à cheval sur les eaux territoriales argentines et anglaises avant le coup de force argentin.

Cependant, il serait faux de cantonner les explications de

tout conflit à un problème de pétrole et d'autres intérêts commerciaux, qui ne sont pas à négliger (pêche des crevettes (krill) et des poissons) font partie de l'enjeu de cette guerre.

La légitimité dont se targuent les deux protagonistes de ce conflit est une poudre aux yeux chargée d'aveugler quelques millions d'individus qui se feront tuer ou fourniront les fleurs à mettre aux fusils. La junta argentine recherche l'union sacrée pour mieux détourner les problèmes internes auxquels elle doit faire face (rappelons l'importante manifestation du 1^{er} avril très violemment réprimée). Une opposition déterminée se dresse devant la dictature argentine malgré sa répression féroce, sa terreur et ses meurtres. La popularité de Thatcher est ébranlée depuis quelques temps — trois millions de chômeurs, les émeutes de Brixton, les « incidents » de Liverpool, la résistance irlandaise à l'autorité anglaise... La prétendue légitimité de l'Angleterre sur la propriété des Malouines repose aux calendes grecques les problèmes sociaux.

Ces raisons sont suffisantes pour qu'une guerre éclate entre l'Argentine et l'Angleterre. Ceci alors même que, depuis 17 ans, ils débattaient de leur option sur ces îles. La junta argentine et la monarchie britannique exacerbent les sentiments nationalistes. Mais ce n'est pas un jeu sans danger pour leur avenir. Leur échec pourrait être aussi leur fin. Le nationalisme n'aime généralement que les vainqueurs.

Les « sociaux-démocrates » argentins, en exil, sont prêts à reprendre ce nationalisme à leur compte. Ils se déclarent être les seuls à pouvoir faire reconnaître la « légitime » propriété de l'Argentine sur les Malouines et mettent en doute le nationalisme de la junta qui « brade les intérêts économiques argentins à l'étranger ».

Les « libéraux-sociaux-démocrates » anglais et Roy-Jenkins leur leader, créés en grande partie par les médias, pourraient bénéficier de l'échec des opérations militaires de Thatcher face aux travaillistes divisés.

Les événements font apparaître qu'une victoire militaire peu coûteuse en homme (sic) et en argent semble improbable. Il est vraisemblable que les gouvernements anglais et argentin tenteront de faire marche arrière.

Pour sortir de la crise internationale du capitalisme, les gouvernements se lancent dans la « déstabilisation » tous azimuts. Ces soubresauts du capitalisme se nourrissent du nationalisme, du fanatisme. L'état de guerre du monde est chronique. Et tous les Etats y sont impliqués. Les multinationales et leurs valets, les gouvernements et les partis politiques, pour le plus grand profit, mènent les hommes comme des pantins. Les peuples se laisseront-ils toujours bernier ou comprendront-ils enfin que seule la libre fédération des peuples et des ethnies mettra fin aux guerres.

Michèle Sauvageot

CARTER FAIT AMI-AMI

D EPUIS un an, les choses ont évolué quelque peu. Toutes les promesses que le Parti socialiste avait faites tous azimuts afin d'accéder au bonheur suprême (lisez le pouvoir...) sont quasiment presque toutes remises en question.

Ne résistons pas au plaisir sans cesse renouvelé de dresser le catalogue des promesses non tenues : le nucléaire, jadis néfaste, les 35 heures autrefois imminentes, la loi Peyrefitte jugée indigne de la France, le service militaire qui était trop long, etc. ! Ajoutez à cela les cadeaux en espèces que le gouvernement de gauche a fait au patronat pour que ces chers petits investissent pour le plus grand bien de la nation française, et vous avez, dessiné à grands traits, le tableau social actuel de la France, qui n'est pas fondamentalement différent que sous Giscard : les patrons sont toujours là, faut même payer encore plus de redevances à la Sécurité sociale ! Rappelons-nous les « unes » catastrophées de nombreux journaux étrangers au lendemain du 10 mai 1981 : la presse espagnole ou américaine voyait déjà le drapeau rouge à l'Elysée et les milices populaires patrouiller dans les « beaux » quartiers de la capitale.

Un an après, de reculade en reculade, il ne reste peut-être que la suppression de la peine de mort à l'actif du gouvernement socialo-communiste.

Pour le reste, ça gère le capital en se tirant dans les pattes entre factions rivales. Il y a même de mauvaises langues qui disent que depuis Pâques, Barre assiste grimé (il faut sauver les apparences !) aux réunions des ministres pour les aider à suivre la route du réalisme politique.

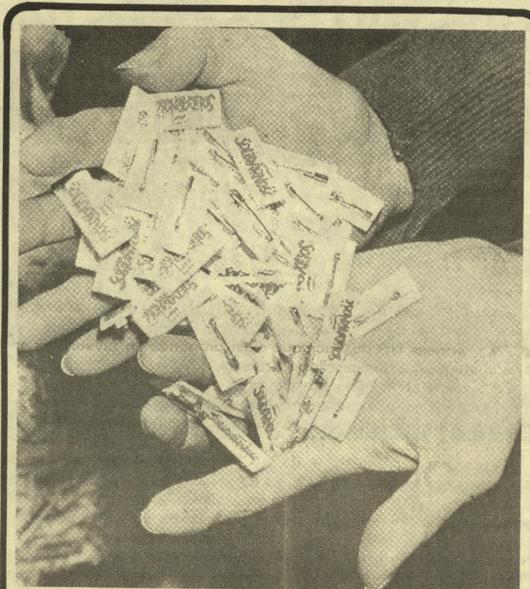
C'est au lendemain de l'anniversaire de la prise du pouvoir que Carter lui-même est allé rendre visite au président Mitterrand avec un large sourire et un flot incessant de paroles d'encouragement. Qu'un ancien président des Etats-Unis vienne serrer affectueusement la cuillère à un président socialiste en lui disant qu'aux USA tout le monde est drôlement content qu'il soit au pouvoir en France, voilà qui donne à réfléchir !

Pragmatisme en diable, l'ancien président des Etats-Unis a fait ses comptes et trouve que la politique actuelle de la France est positive sur le plan de l'échiquier international. Diable ! Est-ce là l'originalité du socialisme à la française ? Pouvoir recevoir des fleurs d'anciens dirigeants des USA est-il le dernier label de qualité pour la voie lente vers le socialisme ?

On peut encore une fois se demander quelle est la valeur que l'on peut donner à tous ces efforts pour imposer le socialisme par la voie parlementaire.

Réussir à détronner Giscard pour, un an après, reprendre presque point pour point un programme de droite et se faire donner des satisfecit par Carter, il n'y a pas de quoi pavoiser. Il est vrai que quand on considère que la France (ou tout autre pays) est une entité économique et politique dont tous les habitants doivent unir leurs efforts pour le bien de tous, il faut s'attendre au pire ! Mauroy, Rocard and Co doivent être de grands visionnaires voyant déjà une société de liberté, la lutte de classes est une vieille notion du 19^e siècle, il faudrait être (disent-ils) de son temps. Les syndicats, disent les dirigeants gouvernementaux actuels, doivent apprendre à s'adapter à la situation nouvelle, ils doivent coopérer au « changement ». De force d'opposition, ils doivent devenir force de propositions pour aider l'effort gouvernemental. Au nom de quoi ? De quels intérêts ? Qu'avons-nous à faire nous, les travailleurs, de l'intérêt national, tarte à la crème voulant réunir patronat et salariés ? Bien avant le 10 mai dernier, on demandait à François Mitterrand pourquoi les syndicats étaient-ils si virulents en France. Il répondit que la cause en était l'origine anarchiste du syndicalisme français. Il évoquait cela comme un souvenir. Il nous appartient que cela soit une réalité actuelle dans le monde du travail, qu'un véritable mouvement se lève pour s'opposer à l'interclassisme socialo-communiste, à la politiciannerie et propose l'abolition de l'Etat et une société égalitaire où l'exploitation de l'homme par l'homme aura disparu.

Thierry ALEXIS



France-Pologne

L ES 12 et 14 mai, à l'initiative du Collectif régional de l'équipement en soutien à Solidarność, se tenait (pour la première fois je crois) des meetings directement dans des ministères (équipement et transports) avec la participation de Stefan Patka (1) pour Solidarność et Vladimir Borissov du SMOT (2). L'intérêt évident de ces rencontres était le contact direct entre travailleurs et les échanges de vues sur la situation à l'Est et notamment en Pologne. Ce qui suit est un résumé des informations et des réflexions des deux camarades que les auditeurs de Radio-Libertaire pourront entendre.

Pour Patka, il y a d'abord un constat à faire : le « coup d'Etat » (3) de Jaruzelski est un échec total ; dicté par Moscou et les pays frères pour sauver la Nomenklatura non seulement en Pologne mais partout à l'Est où la contagion commence à se faire sentir, l'état de guerre n'a rien résolu. L'économie polonaise s'enfonce de plus en plus (Solidarność pratique le sabotage cher à Pouget). L'Etat et la bureaucratie tournent à vide. Le POUP est inexistant. Seule l'armée (et la police) a un fonctionnement « normal ».

Pour Solidarność, un deuxième affrontement devient de plus en plus plausible, avec même une intervention directe des « pays frères ». Solidarność se prépare donc et mobilise le peuple polonais. Il essaye de prendre contact avec les ouvriers des pays frères.

De plus, d'après Patka, la tentative de l'Eglise pour parvenir à un consensus national est de plus en plus mal ressentie par ceux qui luttent. Pourtant, l'Eglise bénéficiait en Pologne d'une confiance quasi aveugle du peuple polonais. Mais pour celle-ci, la conservation de ses avantages acquis (surtout depuis août 80) est plus importante que la défense des intérêts de la classe ouvrière.

Tout en menant la lutte quotidienne, Solidarność essaye de tirer les leçons de ces dernières années. Pour Patka, il paraît maintenant évident que les travailleurs ne peuvent plus lutter par des moyens démocratiques contre une dictature. Les travailleurs cherchent des voies nouvelles et hésitent sur les formes que pourrait prendre une nouvelle offensive de Solidarność. Une majorité se dessine pour une prise de contrôle directe des travailleurs sur l'économie et la gestion directe de la production et des circuits de distribution par les travailleurs et les paysans. Ensuite, Borissov nous a expliqué que malgré la désinformation totale qui est entretenue en URSS, l'exemple de Solidarność faisait tache d'huile (le bulletin du SMOT est distribué dans plus de 100 villes) et que le SMOT se battait pour la destruction de leur unique employeur : l'Etat.

A la question : que peuvent faire les travailleurs en France pour les aider, ils ont répondu clairement :

- 1) mobiliser les travailleurs en France pour faire pression sur les gouvernements, les bureaucraties syndicales. Ils ne se font aucune illusion et savent que, comme l'Eglise, les gouvernements souhaitent une « normalisation » de la situation polonaise ;
- 2) une aide concrète des travailleurs qui subissent la crise (alimentaire, des médicaments, des vêtements) ;
- 3) organiser le boycott des produits de l'Est et des « collabos » ;
- 4) une aide militante pour les organisations.

Wally (groupe Louise-Michel)

(1) Ancien président de la coordination Solidarność en Silésie.
(2) Union interprofessionnelle des travailleurs libres en URSS, créée en 78.

(3) Il faut rappeler que Jaruzelski était déjà au pouvoir en décembre 81.

Un service pratique et régulier,
un soutien :
L'ABONNEMENT

Des armes chimiques et des missiles dans le Pacifique

Au cours d'un congrès du comité des forces armées américaines en mars dernier, l'amiral Robert Long des forces armées US du Pacifique s'est prononcé en faveur des armes chimiques et des missiles « Cruise ».

Cette déclaration n'est pas sans aucun lien avec les importants exercices navals qu'entreprennent ce mois-ci les Etats-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada et le Japon dans la région d'Hawaï, sous le code « RIMPAC ».

S'appuyant sur une thèse de la CIA prétendant que des armes chimiques soviétiques sont utilisées en Indochine et en Afghanistan, l'amiral Long a conclu qu'il était indispensable que les Etats-Unis se dotent également de ces armes dissuasives pour d'éventuelles représailles... Long préconise d'installer des armes chimiques « binaires » dans toute la région du Pacifique. Ce type d'armes est composé de deux substances chimiques, relativement inoffensives lorsqu'elles sont isolées, mais mortelles au moment où elles se combinent, lors de l'explosion. Reagan a récemment donné son accord pour commencer la production en série de telles armes. L'amiral voit, en outre, dans les missiles « Cruise » un potentiel énorme pour accroître la force d'attaque des forces américaines : « J'attends avec impatience le développement dans le Pacifique de ce système bien nécessaire. »

L'amiral Long a encore bien d'autres ambitions, telles que renforcer ses effectifs de trois unités de combat, conduites par des porte-avions. Dans peu de temps, le sous-marin « trident » s'ajoutera à la flotte du Pacifique. En outre, il souhaite partager les « charges collectives » de sécurité avec des alliés fidèles, telle l'Australie, par exemple.

Des groupes antinucléaires et écologistes hawaïens tentent de faire entendre à travers le monde entier leurs protestations contre les exercices de RIMPAC dont la cible est la petite île hawaïenne Kaho'Olawe.

Le Parlement de l'Etat d'Hawaï est même intervenu six fois pour exiger l'arrêt de plans militaires contre l'île. Mais naturellement, ces demandes sont restées ignorées de la marine US, tandis que des archéologues de la marine même ont découvert 544 sites historiques datant d'un millénaire dans l'île de Kaho'Olawe alors qu'elle était habitée.

L'amiral Long supervise, à l'heure actuelle, les exercices RIMPAC 82. Les bureaux centraux sont à Hawaï. Il y a plus d'armes stockées à Hawaï que partout ailleurs dans le Pacifique.



L'ANARCHISME EN AUSTRALIE



L'AUSTRALIE est un continent peuplé par 50 millions d'habitants qui, jusqu'en 1945, a eu de forts liens politiques et culturels avec la Grande-Bretagne (il a été une colonie britannique jusqu'en 1901).

Depuis 1945, la composition de la société australienne a énormément changé en raison d'une importante arrivée d'immigrés, européens d'abord, puis asiatiques. L'Etat sélectionna les immigrés avec l'habileté nécessaire pour transformer le pays de producteur de matières premières pour l'exportation, en un pays industrialisé exportateur de technologies avancées.

Dans les plus grandes villes, il y a un mélange de cultures très diverses. Pourtant, l'immigration a augmenté les tensions sociales. Par contre, il a enrichi le continent, industriellement, socialement et culturellement.

Environ 20% des habitants sont retraités, invalides, filles-mères, veuves, et beaucoup de gens mènent une existence misérable. Même si, actuellement, ils ne meurent pas de faim, leurs conditions de vie sont très difficiles et ils vivent au jour le jour, avec peu d'espoir d'une amélioration de leur position sociale.

Il existe là-bas une démocratie parlementaire qui a des liens importants avec les USA et l'Angleterre. Il y a peu d'entreprises australiennes indépendantes. La plupart d'entre elles sont au service des grosses multinationales étrangères qui ont leur siège en Europe, au Japon et aux USA.

Le Liberal Country, une coalition de droite, est le parti le plus important. Il est au pouvoir depuis 25 ans. Vient ensuite le Labor Party, parti social-démocrate qui croit en l'instauration d'une économie mixte et en l'amélioration des bénéfices sociaux pour les retraités et chômeurs. En réalité, il n'est pas intéressé par un changement

de la société australienne. Il désire seulement avoir une part plus grosse du gâteau.

Ceci est la réalité à laquelle nous, anarchistes, sommes confrontés là-bas.

L'anarchisme en Australie est un phénomène relativement neuf. A l'exception de l'existence de petits groupes anarchistes entre 1880 et 1890, à Sydney et à Melbourne, et des IWW, de 1910 à 1920, il y en a peu de traces. Durant la période qui va de 1860 à 1920, les travailleurs déployèrent une grande activité. Cette activité était surtout orientée vers le syndicalisme et s'axait autour de la formation de syndicats. Entre 1920 et 1960, il n'exista pas d'organisation anarchiste, mis à part quelques petits groupes d'Italiens (1920), d'Espagnols (1936) et de Bulgares (1950), en exil.

Malheureusement, aucun de ces groupes ne put avoir d'influence à l'intérieur de la gauche australienne, à cause de leur difficulté d'intégration à la société australienne.

L'explosion de la gauche des années 60 en Europe eut des répercussions en Australie. Les militants de gauche furent sensibilisés par le courant anti-autoritaire et furent les catalyseurs de la renaissance du mouvement de gauche. De cette période, de nombreux groupes anti-autoritaires virent le jour et ils influencèrent même une partie de la gauche autoritaire.

Ainsi se formèrent des groupes libertaires à Brisbane, Adelaide, Perth, Melbourne et Sydney. Pourtant, la plupart de ces groupes furent paralysés par des problèmes internes dus au manque d'accords théoriques et stratégiques. Dans les années 1975 et 1976, de nombreux congrès eurent lieu qui marquèrent la maturation du mouvement et le renforcement des groupes des diverses tendances dans les villes.

Aujourd'hui, le mouvement est petit, mais bien constitué.

Il n'y a pas de fédération au niveau national en raison des trop grandes divergences théoriques. Mais il existe une constante communication, et à l'occasion de luttes et de revendications particulières, des fédérations régionales sont mises en place. Le futur nous semble plein de promesses grâce à la perte de crédibilité de la gauche autoritaire et à la graduelle acceptation des idées anti-autoritaires de la part de la population. Le mouvement anarchiste australien n'est pas un mouvement de masse, mais un petit mouvement qui pense pouvoir pénétrer le tissu social australien grâce aux luttes de tous les jours.

Le groupe auquel nous sommes adhérents est un petit groupe d'anarchistes-communistes, fondé à Melbourne en 1977. La plus grosse partie de nos efforts est orientée dans la propagation de nos idées, principalement sur nos lieux de travail. Nous avons également fondé la première librairie anarchiste de Melbourne. Nous diffusons également des bulletins et un journal, régulièrement, ce qui nous a permis de nous faire connaître sur le continent.

Nous pensons que notre tâche principale est d'introduire le plus efficacement possible les propositions anarchistes dans le monde du travail et, en général, dans tous les aspects de la vie quotidienne. Cette tâche est rendue difficile par la répression de l'Etat à notre égard. L'appartenance à un groupe anarchiste peut provoquer le licenciement et l'impossibilité de trouver un autre emploi.

Nous pensons qu'il est important de créer des liens internationaux parce qu'une solidarité internationale est primordiale pour notre mutuelle protection.

Ellen et Joe

(Du groupe « Libertarian Workers for a self-managed society »)

L'œuvre socio-éducative des Bourses du travail



La fin du siècle dernier a vu se développer en France un large mouvement d'éducation populaire. Influencé par un humanisme socialisant, ce mouvement bénévole comprenait l'instruction des adultes, l'école laïque et l'assistance sociale. Il a pour objectif inavoué l'aménagement du système capitaliste.

Pourtant, dans ce concert d'un réformisme bon teint, une voix va se faire entendre : celle des anarchistes et des premières organisations syndicales...

Intégration ou subversion ?

Dès son apparition, l'éducation populaire se partage entre deux idéologies.

— Le courant majoritaire est représenté par une frange humaniste de la bourgeoisie. Construit autour d'un projet de démocratisation culturelle, il présente l'éducation populaire comme la suite naturelle et logique d'un progrès continu. Inutile d'insister sur ses fortes tendances d'intégration au système dominant. Ce courant met l'accent sur la diffusion de la culture, et non

sur son contenu. D'autre part, il vise à gommer les inégalités culturelles en laissant subsister les inégalités sociales qui découlent des rapports de production. Son but est d'établir un consensus national. Aujourd'hui encore, ce courant est prédominant dans le domaine de l'action socio-culturelle.

— le courant minoritaire rassemble ses adhérents à partir de leur situation de travailleurs. Il apparaît à travers les premières organisations syndicales, puis les dépasse peu à peu en suscitant des mouvements prenant leur propre autonomie. Son objectif est double : assurer la prise en charge par les travailleurs eux-mêmes de leur éducation ; démontrer les inégalités de l'organisation sociale pour former des militants prêts à les faire disparaître.

C'est bien sûr dans cette optique révolutionnaire que va s'exercer l'action socio-éducative des Bourses du travail...

Instruire pour révolter

A partir des années 1870, les anarchistes organisent la mise en place des Bourses du travail : centres d'action commune de tous les syndicats dans une localité. Les tâches affectées aux Bourses sont diverses : service de propagande, service de résistance, service de mutuelle et de coopérative, service d'enseignement. Ce dernier service comprend la bibliothèque, l'office de renseignement, le musée social, les cours professionnels et les cours d'enseignement général. On s'aperçoit tout de suite que l'éducation est une préoccupation importante chez les syndicalistes. Comme le dit Fernand Pelloutier, il s'agit de donner à l'ouvrier « la science de son malheur ».

L'idée-force de cette éducation entreprise par les Bourses du travail se résume surtout dans le concept d'action directe. L'action directe, dans le domaine so-

cial, signifie la prise en charge des luttes par les travailleurs eux-mêmes, sans délégation de pouvoir. Elle s'oppose à l'action parlementaire indirecte. Or, pour les syndicalistes libertaires, il en va de même de l'éducation comme de l'action sociale. Si, comme le dit la formule, l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, alors l'éducation de la classe ouvrière ne pourra être qu'une auto-éducation. Les Bourses du travail ne conçoivent l'éducation populaire qu'à travers cette forme pédagogique. Ainsi, lorsque Pelloutier étudie les moyens mis à la disposition des travailleurs pour s'instruire, il ne cite à aucun moment le mouvement des universités populaires. En effet, ces écoles pour les ouvriers ne sont pas les écoles des ouvriers, à la différence des Bourses du travail.

En ce qui concerne l'enseignement général, là encore, la position des Bourses diverge avec celle de l'ensemble des mouvements d'éducation populaire. Les anarcho-syndicalistes sont résolument hostiles au monopole d'Etat en matière d'enseignement. Leur position est déjà celle de la Première Internationale. Ce fut, dans le passé, la position de Proudhon, puis celle de la Commune. Mais il s'agit pour les libertaires de ne pas en rester au niveau des principes. Si l'enseignement d'Etat est un enseignement de classe, il faut répliquer en organisant un enseignement général à l'intérieur des Bourses.

Malheureusement, au fur et à mesure, les efforts socio-éducatifs entrepris par les syndicalistes vont se heurter au développement de la répression, à la montée du marxisme et à la Première Guerre mondiale. L'œuvre des Bourses du travail restera néanmoins l'exemple historique d'un certain type d'éducation populaire.

Eric DUSSART
(Groupe de Lille)

expressions

NOTE DE
LECTURE

Nicaragua, colonialisme et révolution

CE petit livre édité par la diffusion INTI (1), association qui a pour but de diffuser l'information sur les Indiens des trois Amériques, est fort bien venu à l'heure où le Nicaragua retombe peu à peu dans l'oubli. Il se pourrait bien que le Nicaragua soit un précurseur en matière de colonialisme intérieur pour tous les pays d'Amérique latine où vivent toujours des Indiens. Je parle ici des pays où la révolution marxiste-léniniste s'accomplit ou pourrait s'accomplir dans les prochaines années.

Sachons que c'est la première fois en Amérique latine qu'un gouvernement révolutionnaire se trouve confronté au « problème indien ».

Avant la chute de Somoza, que les Indiens soient exterminés apparaissait comme prévisible puisque c'était le fait de gouvernements réactionnaires. Pendant ce temps, les sandinistes, eux, en vrais guérilleros, pouvaient de grandes phrases qui garantissaient le respect des droits indiens.

Comme à une autre période de la révolution marxiste triomphante, tout le monde de s'enthousiasmer pour le gouvernement sandiniste. Tout le monde sauf les Miskitos, un peu perdus dans le jeu qui opposait sandinistes et somozistes. Jeu qu'ils ne maîtrisaient pas et qui ne les concernait pas.

A la chute de Somoza, la première délégation à l'étranger a été pour les USA de façon à rassurer toute l'opinion internationale sur l'inocuité totale d'un régime marxiste-léniniste et, de retour chez eux, ces révolution-

naires de papier se sont occupés à régler leurs affaires intérieures.

C'est là que le problème du Nicaragua se pose dans ses véritables termes. Depuis 1981, on aperçoit le vrai problème de la décolonisation. Somoza ou pas, les colonisés sont toujours les Indiens, et les colonisateurs, cette fois, sont les sandinistes latino-américains.

Ce n'est pas une question mineure. Les Indiens, Miskitos en majorité mais aussi les Sumus et Rama, vivent sur la côte atlantique et dans la forêt vierge (la Miskitia). Ils sont environ 200 000 groupés dans 150 villages.

Disons-le nettement, les sandinistes de même que d'autres gouvernements latino-américains, pratiquent un marxisme étriqué, calqué bêtement sur le mode occidental. Ils se contentent de copier des mythes (progrès, industrialisation) que les gouvernements occidentaux exportent au Tiers-Monde.

Bien sûr, leur attitude face aux Indiens est façonnée par ce moule : les Indiens ne sont pas des révolutionnaires, leur conscience politique est retardataire et surtout ils ne veulent pas quitter le pays, ce qui arrangerait bien la clique sandiniste. Leur position découle du vieux réflexe ethnocentriste : comment des civilisés latino-américains pourraient considérer les Indiens autrement que comme des primitifs. Ils ne peuvent comprendre que les Indiens, qu'ils classent dans la catégorie « prolétaire », ne veulent pas produire de surplus pour l'économie nationale.

Le Front sandiniste a ceci de commun (au moins) avec le dictateur Somoza, de même qu'avec

tous les autres régimes latino-américains, la promulgation de lois anti-indiennes d'assimilation. Il s'agit d'éviter une affaire polonaise au Nicaragua. Parallèle d'autant plus juste que les sandinistes ne sont pas favorables à Solidarność...

Toute cette incompréhension et ce non-respect des droits élémentaires à la vie des Indiens,

on le trouve raconté à travers une série de témoignages récents et regroupés dans ce livre : *Nicaragua, colonialisme et révolution*. On y trouve aussi la relation de l'engagement des Indiens à côté des sandinistes pendant la révolution. La suite des événements (complexes) est décrite en détail et on peut comprendre pourquoi, après une brève phase

de collaboration avec le gouvernement sandiniste, les Indiens ont été trahis, emprisonnés à l'issue de procès truqués et massacrés après des affrontements sanglants. On y apprend aussi le « déplacement » de 10 000 Indiens Miskitos en janvier 82 au cours duquel leur mode de vie a été complètement détruit, contraints en quelques jours de passer d'une économie de cueillette à l'agriculture sédentaire.

Les médias ont, bien sûr, déformé systématiquement les faits et n'ont pas dit que les deux gros problèmes étaient l'alphabétisation forcée en espagnol et le vol des terres indiennes au profit des sandinistes. Choses que rejettent vigoureusement, et avec raison, les Miskitos.

Comment les médias auraient-ils pu intégrer que ces Indiens, qui constituaient des sociétés sans Etat, contre l'Etat, ne veulent que faire respecter leur mode de vie traditionnel et conserver intacte leur culture ? Pour cela, il aurait fallu comprendre que l'Indien vit en harmonie avec la nature (l'homme, disent-ils, est « invité » dans la forêt), alors que nous ne cherchons qu'à la domestiquer (centrales nucléaires, par exemple).

« Si la subsistance d'un peuple indien dépend de son territoire et est catégoriquement niée par l'Etat, l'Etat n'est-il pas coupable de pratiquer une politique de génocide culturel ? » C'est une interrogation à laquelle les anarchistes répondront toujours oui, quel que soit le contexte où l'Etat en question !

Marc
(groupe Sevrans-Bondy)

(1) 37, rue Meslay, 75003 Paris.



Y'a d'la joie rue de la Gaîté

• « Le Jour le plus con », de Philippe Bruneau.

Philippe Bruneau a encore frappé, et fort ! Après avoir atteint les sommets de la franche rigolade avec sa pièce « Elle voit des nains partout », malencontreusement adaptée pour le cinéma, le revoilé avec son épopée normande, « Le Jour le plus con » (1). Parodie géniale de tout ce qui a pu se faire de bon comme de mauvais dans le domaine de l'évocation de la dernière guerre, avec ses héros, ses espions, ses épisodes tragiques à rebondissement multiples et son débarquement final sur les côtes de Normandie, sa nouvelle pièce nous entraîne dans un vaudeville désopilant, où le virus de l'espionnage sentimental-confus des personnages se mêle avec bonheur à un suspense hilarant. C'est joué de façon époustouflante par Philippe Brizard, le redoutable-sic prince Igor, adepte des escarots voyageurs porteurs de messages codés, et animateur unique de l'ancêtre des radios libres, Radio Camembert ; par Annick Blancheteau, espionne à mi-temps venue de Bretagne, et présentement domestique amoureuse, ce qui ne complique rien, contrairement aux apparences, car de toute façon le fil de l'histoire est bien emmêlé ; par Josiane Lévêque, enfin, Mata-Hari de luxe, de classe internationale (elle a un fume-cigarette), ce qui ne simplifie pas les choses, car son activité est des plus ambiguës. Bref, y'a d'la joie dans la rue de la Gaîté, à Paris, et normandes ou pas, vous vous tiendrez les côtes jusqu'à l'arrivée des Alliés, vers minuit.

• « Hommage à Koudechapo », de Luis Rego.

Luis Rego a incontestablement le don de se travestir. De l'écolo gardien de chèvres occasionnel au loubard, en passant par les divers fans de musique bien étiquetés, il fait mouche à tous coups et le rire répond présent avant même la première réplique de ces divers personnages. Mais il n'y a pas que cela. Il y a précisément les textes, toujours drôles, qui ajoutent bien sûr au comique de l'artiste, bien que demandant parfois à être davantage travaillés ou à prêter à moins d'ambiguïté, comme celui qu'il fait dire à sa Portugaise. Nul doute, cependant, que Luis Rego a trouvé sa voie à travers cette multiplication des caricatures auxquelles il se livre avec bonheur, et que nous passerons d'autres soirées aussi agréables que celle que nous avons passée en sa compagnie (2).

Floréal

(1) Théâtre de la Gaîté-Montparnasse, 26, rue de la Gaîté, Paris 14^e, tous les soirs à 22 heures, le dimanche à 17 h 30, relâche le lundi. Réduction aux porteurs de la carte de Radio-Libertaire.

(2) Théâtre de la Gaîté-Montparnasse, adresse ci-dessus, tous les soirs à 20 h 15, le dimanche à 15 h 30, relâche le lundi. Réduction aux porteurs de la carte de Radio-Libertaire.

CINÉMA

« La Guérillera »

Ces derniers temps, on s'est beaucoup étendu, à juste titre, sur le drame polonais. Le conflit des Malouines, à son tour, a suscité quelque inquiétude. Mais qui dira la torture, qui dépeindra le calvaire enduré par l'envoyé du « Monde libertaire », invité à une projection en avant-première, et qui, par scrupule car n'ayant pas payé sa place, n'ose partir avant la fin d'un spectacle aussi affligeant, aussi franchement nul que ce film de Pierre Kast ?

Floréal

Y a-t-il un Français dans la salle ?

À l'impossible, nul n'est tenu — à moins d'être fou. Soyons donc philosophes, avalons les pires chapelets de couleuvres.

La poussière et le brouillard / J'ai si peur de vos regards / Il sera mercredi soir / Je changerai de trottoir. (1).

Combien de lâchetés petites et grandes accumulées au nom du bon sens commun... Truandez-vous les uns les autres, il en restera bien toujours quelque chose. Dieu reconnaîtra les chiens !

Les roses sont noires / Les bagnes sont bleus / Il pleut sur la gare / Je veux être heureux. (1).

Des fois, il suffit de peu de chose pour, soudain, renverser la vapeur et changer de chemin... Le dernier film de Jean-Pierre Mocky en est une belle illustration. Il s'agit de la mise en scène à l'écran d'un polar de Frédéric Dard. S'y côtoient tou-

tes sortes d'ordures : politiciens, flics, journalistes, gens du peuple... C'est à dire un peu vous et moi. Le mérite principal de ce film est de fuir comme la peste le manichéisme habituel en l'espèce.

Qui ne se souvient pas de *L'Albatros*, avec une musique de Léo Ferré, cette impossible cavale d'un « droit commun » s'achevant en un magnifique acte d'amour descendu en flammes par la police des mœurs ?

Un film de Jean-Pierre Mocky ne peut véritablement laisser froid — pas même le plus endurci des fumiers. Celui-ci, peut-être plus que d'autres, nous met tous en cause, si l'on y regarde bien.

Y a-t-il un Français dans la salle ? Allez, répondez !

Christian Lacombe

(1) Brigitte Fontaine et Arezki Belkacem.

EXPO PHOTO VIDÉO FOU VOYOU

CETTE exposition est la mise en forme de six années de rencontres et de travail avec des jeunes et des adultes repérables, mais surtout repérés, ceux qu'on appelle « voyous » ou « fous » parce qu'on a peur de ce qui est différent, surtout lorsque cette différence s'affiche de manière un peu insolente et provocatrice.

Les documents photo et vidéo qui composent l'exposition ne sont pas le fruit de « reportages » sur des jeunes ou adultes à qui on aurait volé l'image ou la parole pour les exploiter de manière démonstrative. Ces documents sont le résultat d'un travail en profondeur, de relations de confiance et de contrats clairs avec les intéressés.

Ces dix jours sont consacrés à la parole des jeunes. Il ne s'agira pas d'analyser le discours en tant que spécialistes afin d'affiner la réponse institutionnelle, mais bien de prendre conscience des situations inextricables de ces gens « pris en charge », « contrôlés » par un système sans faille.

Fou, voyou ! C'est une expo, des gueules de loub, accrochées à des barreaux, des voyous quoi ! Mais c'est quoi un voyou ? J'sais pas, c'est un mot... Des jeunes avec des regards interloqués de ce qui leur arrive, ils ne comprennent pas, ils n'ont rien demandé, surtout pas d'être voyous, et depuis le premier jour ils sont bringueballés d'institutions en institutions : famille, école, foyer de justice, prison, hôpital psychiatrique. Et alors, ça te gêne ? Moi j'y peux rien ! Eh bien non ! Nous sommes tous concernés par l'exclusion de ces jeunes et moins jeunes, et nous sommes tous susceptibles d'être exclus aussi. Alors, faut voir *Fou Voyou* !

Des photos, des dessins, Tintin qui « dépouille » la Castafiore, mais aussi des bandes vidéo, des témoignages terribles sur la prison, l'hôpital psychiatrique, sur toutes nos « poubelles » de tous les jours.

Mais aussi des films, James Dean, du théâtre, de la musique. Et puis la possibilité de dire quelque chose, de participer à des ateliers, vidéo, photo, self-photo théâtre, graffiti, musique... Enfin, dix jours de fête de l'image, de possibilité de dialogue, de discussion. Une façon de rompre avec la solitude.

Pour tous contacts : Association Vidéo mobile, 10, allée Georges-Récipion, 75019 Paris, tél. : 202.99.08.

Serge CANAPÉ (groupe Louise-Michel)

LIVRES EN VENTE A PUBLICO

Prolos-robots,	
M. Kamps	15 F
La question du logement et le mouvement ouvrier français,	
Collectif	70 F
Le familistère Godin à Guise,	
Collectif	70 F
Une autre assiette,	
C. Aubert	60 F

Prochains thèmes de Radio-Libertaire

- Jeudi 20 mai : « La vie d'artiste » (16 à 18 h) : le salon de la jeune peinture et de la jeune expression.
- « L'invité quotidien » (18 h à 22 h) : G. Balkanski : Transformation sociale et collaboration.
- Vendredi 21 mai : « L'invité du jour » (18 à 22 h) : Jean-Pierre Zedman, auteur, compositeur, interprète.
- Lundi 24 mai : « Le magazine pour rire » (14 à 18 h) : l'invité sera Antoine Tomé ;
- « L'invité quotidien » (18 à 22 h) : Madeleine Rebérioux parlera de la nouvelle droite.
- Mardi 25 mai : « La mémoire sociale » : la révolution russe (pendant quatre semaines de suite) : Emma Goldman, Voline, Léoline, etc.
- Mercredi 26 mai : « L'invité quotidien » (18 à 22 h) : Françoise : Etudier en prison.

SPECTACLES



• THÉÂTRE :

« Ça te dérange ? Moi ça m'arrange » : les 21 et 22 mai au Théâtre du Merlan à Marseille, les 24, 25, 26 et 27 mai au Relais culturel à Arles.

• CONCERTS :

Jumping Jazz Festival : les 21 et 22 mai à 21 h au Château de Fontainebleau, avec la participation de Golden Gate Quartet, Chicago Blues Geants, Melvin Taylor, les Haricots rouges, Mouty Alexander, etc.

Jacques-Emile Deschamps : du 25 au 29 mai au Petit Palais des Glaces à 20 h 45.

Djamel Allam : le 21 mai aux arènes de Nîmes (20 h 30).

Béranger : le 20 mai à Illange (salle des sports) à 19 h et le 28 au Centre culturel Maxime Gorki de Petit-Querilly à 21 h.

Michel Bühler : le 27 mai au Palais des sports de Metz (21 h).

Cuarteto Cedron : le 27 mai à Cluses (gymnase municipal) à 21 h.

SÉLECTION

RADIO

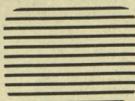


— France-Culture : le 20 mai à 20 h : « Sept ans, déjà... » Une vision idéalisée de l'amour d'Éloïse et Abélard.

Le 22 mai à 10 h 20 : *Physique et métaphysique*. Une interprétation de l'unité de l'Être, par Michel Cazenave, avec Bernard d'Espagnat, professeur de physique théorique.

Le 24 mai : début d'une série : *Terreurs, merveilles et frissons d'autrefois*, adaptation de Maurice Sarfaty et réalisation de Evelyne Frémy. Une anthologie vivante consacrée à des œuvres littéraires populaires et fantastiques.

TÉLÉVISION



— TF1 : le 20 mai à 22 h 05 : Chasse à l'homme, une deuxième émission extraordinaire sur les propriétés du cerveau : des théories hologramiques au rituel du shintoïsme. En prime, les plages fantastiques de Yoshizawa.

Le 24 mai à 21 h 35 : *L'Équipée sauvage* (1953) le classique de Benedek. Avec Marlon Brando et Luc Marvin. Superbe.

Le 25 mai à 20 h 35 : *La Sor-*

cière, d'après Michelet. Devrait être un grand moment de télévision.

— A2 : le 21 mai à 23 h 05 : *Mash* (1970). Un film ravageur sur la guerre de Corée. L'antimilitarisme par la dérision. (En VO).

Le 22 mai à 21 h 40 : *Le Retour d'Elizabeth Wolf*. Une réalisation de Josée Dayan. Le face à face destructeur d'une mère et d'une fille.

Le 23 mai à 21 h 40 : *Remue-méninges*, avec Riou et Pouchain.

Le 23 mai à 22 h 35 : Nos ancêtres les Français : *Le Rail*. La vie quotidienne des chemins.

Le 25 mai à 15 h 05 : *Gizmo*. Un film insolite de Howard Smith, plein de gags, dédié aux inventions les plus farfelues.

Le 25 mai à 16 h 15 : une émission (antérieurement programmée) dédiée à Simon Wiesenthal, le chasseur de nazis.

Le 25 mai à 20 h 35 : *Le Faux Coupable* (1957), d'Alfred Hitchcock. 1 h 40 de suspens.

— FR3 : le 23 mai à 22 h 30 : *Les Hommes contre* (1970). de Francesco Rosi. Un *Sentier de la gloire* à l'italienne.

Le 25 mai à 20 h 30 : *La Grande bagarre*, de Festa Campanile (1976). Toujours la guerre, toujours en Italie ; mais sur le ton de la truculence.

Le 26 mai à 20 h 30 : *Un juge pas comme les autres* (1972), de David Lowell Rich. Vaut surtout par la prestation de Bette Davis.



Le pouvoir socialiste contre les travailleurs

LA nationalisation de trente-six banques supplémentaires après d'interminables astuces constitutionnelles place entre les mains de l'Etat la quasi-totalité de l'appareil bancaire français, pour soi-disant donner au gouvernement les moyens de sa politique industrielle et sociale ambitieuse.

Au palmarès des conquêtes du nouveau pouvoir, on compte quelques-uns des plus beaux fleurons de la finance internationale, comme le CCF et Paribas. Les têtes réclamées par Paul Quilès à la « Convention socialiste » de Valence ont été remplacées par les camarades des mêmes promotions de l'ENA ou de Sciences PO, tandis que les portraits des ancêtres surveillent toujours les débats dans la salle des conseils d'administration. Depuis le 15 février 1982, les anciens conseils capitalistes sont dissous et à ce jour les nouveaux conseils ne sont toujours pas en place, laissant l'administration des établissements nationalisés entre les mains de petits comités de direction demeurés inféodés aux orientations antérieures.

Au Crédit commercial de France, le gouvernement ayant remplacé un PDG bien portant par un administrateur général en mauvaise santé, plus de deux mois se sont écoulés pendant lesquels l'entreprise a fonctionné sans véritable direction, ce qui tend à démontrer l'importance, somme toute relative, d'un président à la tête d'une entreprise et le sens des responsabilités du personnel qui défend effectivement son outil de travail.

On aurait pu espérer qu'un souffle nouveau assainisse le climat social, ne serait-ce que sur une courte période, histoire de montrer que les nouveaux promus étaient un peu plus sociables que les précédents à défaut d'être socialistes.

L'Etat demeure l'expression de la classe dominante

Avec un certain réalisme, un dirigeant de la CGT expliquait dans les colonnes du journal *L'Expansion* que les nationa-

lisations, du point de vue social, n'étaient plus, à notre époque, ce qu'elles furent autrefois. « Au début, les statuts tout neufs ont servi de modèle à la revendication du secteur privé, mais ultérieurement, un long phénomène d'érosion et de dégradation a changé les conditions de travail et les modes de rémunération. »

Dans la banque, cette évolution est allée jusqu'à une véritable osmose entre les secteurs nationalisés et privés, estime le délégué au secteur public du Parti socialiste.

Pour une fois, je ne démentirai pas ces propos, tant il est exact que dans la profession bancaire la politique sociale de l'Association française des banques a été dictée depuis un certain nombre d'années par les trois établissements nationalisés depuis belle lurette, comme la Société générale, le Crédit lyonnais et la BNP.

Cela tend à démontrer, si besoin était, que les grands commis de l'Etat, placés à la tête des affaires industrielles ou commerciales, ont une conception de l'homme au travail voisine des monstres sacrés du taylorisme et de l'exploitation sociale du capitalisme privé.

Entre Pierre Brossolette et Jean-Maxime Leveque, respectivement ex-présidents du Crédit lyonnais et du CCF, on ne peut pas faire de différence fondamentale dans leur comportement ni dans le bilan social de leur entreprise. Aujourd'hui, on voudrait nous convaincre que la conviction des leaders des entreprises nationalisées suffirait à satisfaire l'innovation sociale bien plus qu'un changement de situation juridique de l'entreprise. En vérité, il n'y a rien de nouveau sous le soleil timide des velléités socialistes. Nous avons même à redouter une régression sociale si les organisations syndicales ne sortent pas de leur léthargie complice en accordant au pouvoir un crédit à fonds perdus, mais pas perdus pour tout le monde.

Des incidents révélateurs

La vitrine sociale des entreprises nationalisées, dont Mauroy vantait l'inno-

vation, ressemblerait plutôt au mur des lamentations.

Le conflit des OS de Renault a quelque peu bousculé le protocole pour un résultat assez médiocre. Cependant, la régie n'a pas hésité à sacrifier la production de 28 000 voitures, ce qui représente une belle fortune, pour casser la détermination des grévistes.

A la Société générale de Paris, la police est allée déloger sans ménagement les grévistes dans plusieurs agences. Il est à remarquer que le conflit de cette banque porte sur des revendications communes à l'ensemble de la profession (35 heures, retraite à 55 ans, refonte de la classification, etc.), et est soutenu par les principaux syndicats de l'entreprise (CFDT, FO, CGT). Pendant ce temps, les bureaucraties syndicales refusent d'étendre le mouvement à tous les établissements, consensus oblige. Pas de vagues, les copains sont au pouvoir...

Au Crédit commercial de France, où nombre de procédures importantes sont engagées, depuis parfois plusieurs années en raison de la lenteur de la justice, pour faire appliquer des dispositions de la convention collective nationale, la direction du CCF n'a pas lâché la moindre concession depuis le 10 mai dernier. Durant son court passage au CCF, le nouvel administrateur général s'étant contenté de faire quelques propositions malhonnêtes.

Plus récemment, au Crédit lyonnais, renationalisé selon l'expression consacrée, un conflit oppose certains syndicats à cette banque qui veut déborder le décret de 1937 pour ouvrir ses bureaux six jours par semaine. Les banquiers espéraient même que le gouvernement Mauroy abroge le décret de 1937 pour opérer une ouverture maximale de leurs guichets avec possibilité d'ouvrir en nocturne et le dimanche.

Les licenciements continuent de pleuvoir sur les militants syndicaux, comme du reste sous le gouvernement précédent. La justice est toujours, dans son ensemble, très favorable au patronat, comme

vient de le témoigner un jugement de référés de la cour d'appel de Bordeaux, dans le conflit qui oppose un certain nombre de syndicats du Sud-Ouest à l'Association française des banques par l'intermédiaire de leurs établissements concernés, pour encore une interprétation non équivoque d'une clause de la convention collective.

Ce qui est piquant dans ce conflit, c'est que le ministère des Finances s'oppose indirectement aux syndicats de l'AFB interposée, puisque les banquiers étaient eux-mêmes disposés à céder dans cette affaire.

Voilà les progrès enregistrés depuis la mise de ces banques sous tutelle complète de l'Etat. Le ministère des Finances considère que la fermeture des banques les demi-veilles de fêtes légales nuit à l'économie du pays, en raison de la déperdition qui en résulte sur le marché des devises. Quand les socialistes font preuve de réalisme économique, c'est toujours pour attenter aux intérêts des travailleurs.

Qu'ils ne croient pas, les bougres, que les militants anarcho-syndicalistes vont taire leur indignation devant cet abus de pouvoir de l'Etat. Dans les entreprises nationalisées, les nouveaux administrateurs généraux ne seront pas longtemps à l'abri de tempêtes sociales s'ils continuent sur la lancée de leurs prédécesseurs. Ils ne nous sont pas a priori plus sympathiques et ils ne doivent pas s'attendre à ce que les militants syndicalistes responsables leur fassent des cadeaux.

Les militants révolutionnaires ne doivent pas se laisser endormir par des galipettes de politiciens et la poudre aux yeux que l'on balance à l'encontre des travailleurs qui, de la nouvelle citoyenneté dans l'entreprise aux conseils d'ateliers, laissent de côté la revendication essentielle qui est l'exercice effectif du pouvoir dans l'entreprise et la répartition égalitaire des revenus.

Jean-Claude RICARD

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.